

LA CHINE ET LA RUSSIE EN ARCTIQUE

CE QUE DISENT LES THÉORIES EN RELATIONS INTERNATIONALES
SUR LES ALLIANCES ENTRE PARTENAIRES INÉGAUX

Gina ALBEROLA



Arctic Ambitions: China and Russia Strengthen Polar Alliance with Icebreaker Fleet.
The Mackenzie Institute, 25 sept. 2024.

<https://mackenzieinstitute.com/2024/09/arctic-ambitions-china-and-russia-strengthen-polar-alliance-with-icebreaker-fleet/>

Études du CQEG n°14

Novembre 2025

LA CHINE ET LA RUSSIE EN ARCTIQUE

CE QUE DISENT LES THÉORIES EN RELATIONS INTERNATIONALES SUR LES ALLIANCES ENTRE PARTENAIRES INÉGAUX

Gina ALBEROLA

Candidate du doctorat, Département de Géographie, Université Laval

Gina Alberola gina.alberola.1@ulaval.ca

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	4
Partie I – Les théories des relations internationales sur les alliances asymétriques	
1. Les approches réalistes : puissance, dépendance et méfiance	7
2. Les approches libérales et institutionnalistes : encadrement, interdépendance et bénéfices mutuels	9
3. Le constructivisme et les approches critiques : identités, récits et hiérarchies.....	10
4. Approches théoriques des alliances asymétriques, centrées sur l'approche systémique	12
5. Théories et idéologies chinoises.....	13
5.1 La relationalité.....	14
5.2 Le réalisme moral	14
5.3 De Tianxia à la “communauté de destin partagé” (Xi Jinping)	15
6. Doctrines et idéologies russes.....	15
6.1 La doctrine Primakov	15
6.2 La « Grande Eurasie »	16
6.3 L'Eurasianisme	16

Partie II – Le partenariat entre la Chine et la Russie vu par les théories des alliances asymétriques

1. Alliance ou partenariat ?	18
1.1 Le traité de 2001 : un cadre politique sans engagement militaire	20
1.2 Une coopération renforcée : vers un partenariat stratégique étendu.....	21
1.3 Ce que révèle le langage diplomatique.....	24
1.4 Comprendre cette relation avec les théories des alliances asymétriques.....	24
1.5 Alliance ou partenariat : lecture croisée par la relationalité (Qin) et la doctrine Primakov	25
2. Une asymétrie croissante entre les deux partenaires.....	26
3. Entre théorie et réalité	29
3.1 La non-alliance sino-russe : des coopérations sectorielles.....	29
3.2 Des asymétries en constante reconfiguration	30
3.3 Des stratégies multiples.....	33
3.4 Pourquoi il faut combiner plusieurs approches théoriques	35

Partie III – Limites théoriques et perspectives alternatives sur les alliances asymétriques

1. Les limites des théories dominantes	37
2. Les limites des approches institutionnalistes face aux partenariats informels.....	38
3. Les limites du constructivisme face à la stratégie et aux perceptions divergentes.....	40
4. Limite des cadres non occidentaux	41
5. Vers une conceptualisation alternative des alliances asymétriques.....	41
Conclusion.....	43
Références	45

Summary

This study offers a reading of international relations theories on alliances between unequal partners, crossing Western frameworks (realism, liberal institutionalism, constructivism, systemic approach) and non-Western frameworks (Qin Yaqing relationality, Tianxia, Primakov doctrine, Eurasianism). Each approach is examined for its contributions and blind spots. Then, these frameworks are applied to the Sino-Russian case in the Arctic: strengthening of the relationship since 2001, shocks of 2014 and 2022, increased interdependencies in several sectors (energy, Northern Sea Route), sovereignist caution and lack of formal alliance. This cooperation reveals points of agreement but also limits. Finally, the article argues that a systemic approach better explains the evolution of the Sino-Russian relationship in the Arctic. Because it shows why the partnership is solid in some areas and blocked in others. This approach is the most relevant for understanding the plurality of factors at play. Indeed, the Sino-Russian partnership constitutes a privileged field of observation for reconsidering asymmetric alliances in the 21st century, no longer as simple fixed relations of domination, but as evolving mechanisms of adjustment, mutual recognition and strategic circumvention in a world order in reconfiguration.

Keywords: China; Russia; Arctic; Asymmetric Partnership; Strategic Cooperation; Systemic Approach; Interdependencies; Energy; Infrastructure; Northern Sea Route.

Résumé

Cette étude propose une lecture des théories des relations internationales sur les alliances entre partenaires inégaux, en croisant cadres occidentaux (réalisme, institutionnalisme libéral, constructivisme, approche systémique) et cadres non occidentaux (relationalité de Qin Yaqing, Tianxia, doctrine Primakov, eurasianisme). Chaque approche est examinée pour ses apports et ses angles morts. Ensuite, ces cadres sont appliqués au cas sino-russe en Arctique : renforcement de la relation depuis 2001, chocs de 2014 et 2022, interdépendances accrues dans plusieurs secteurs (énergie, Route Maritime du nord), prudence souverainiste et manque d'alliance formelle. Cette coopération révèle des points d'accord mais aussi des limites. Enfin, l'article soutient qu'une approche systémique explique mieux l'évolution de la relation sino-russe en Arctique. Car elle montre pourquoi le partenariat est solide sur certains volets et bloque sur d'autres. Cette approche est la plus pertinente pour appréhender la pluralité des facteurs en jeu. En effet, le partenariat sino-russe constitue un terrain d'observation privilégié pour reconsidérer les alliances asymétriques au XXI^e siècle, non plus comme de simples rapports de domination figés, mais comme des dispositifs évolutifs d'ajustement, de reconnaissance mutuelle et de contournement stratégique dans un ordre mondial en reconfiguration.

Mots-clés : Chine ; Russie; Arctique; Partenariat asymétrique; Coopération stratégique; Approche systémique; Interdépendances; Énergie; Infrastructures; Route maritime du Nord.

Introduction

La relation sino-russe s'est renforcé depuis les années 2000, accéléré depuis 2014 et 2022 suite à l'invasion russe en Ukraine. En effet, depuis la fin de la guerre froide, les rapports entre Pékin et Moscou se sont rapprochés : signature du Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération en 2001, parallèlement, des institutions comme l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et les BRICS ont également contribué à consolider la coopération bilatérale, facilitée par la complémentarité des économies et la proximité géographique (Potapchuk, 2024). Après les sanctions de 2014, Moscou s'est davantage

ournée vers Pékin pour des besoins économiques, logistiques et technologiques (Gao & Erokhin, 2020). La guerre de 2022 en Ukraine a encore amplifié cette dynamique (Korolev, 2022) les chiffres du commerce bilatéral et les accords de mars 2023 l'illustrent.

La Chine y voit une opportunité d'élargir son influence, notamment dans les projets énergétiques russes en Arctique et dans le cadre de la Route de la Soie polaire (Stensdal & Heggelund, 2024). Mais, les sanctions occidentales compliquent les financements et freinent le développement des infrastructures arctiques (Li, 2023). Si la Chine devient un acteur central dans ces projets, l'asymétrie croissante de la relation soulève des inquiétudes quant à la dépendance de la Russie vis-à-vis de Pékin (Stensdal & Heggelund, 2024b). Malgré les discours d'« amitié sans limite » et les exercices militaires conjoints, aucune alliance formelle ne lie les deux pays. Ce choix s'aligne aussi sur la ligne officielle de Pékin, qui critique les alliances de type OTAN comme facteurs d'instabilité et leur préfère des partenariats souples et non exclusifs, ainsi, cette prudence reflète leur volonté de préserver leur souveraineté et de maintenir une certaine flexibilité (Korolev, 2016).

Cette relation est qualifiée par de nombreux chercheurs de partenariat asymétrique (Lo, 2008). La Chine domine largement la Russie sur les plans économique, technologique et diplomatique (Korolev, 2019; Lanteigne, 2020). On n'est ni dans l'alliance classique ni dans la coopération ponctuelle, mais dans un cadre hybride fait d'interdépendances, de déséquilibres et de prudence. Cet article interroge si la relation sino-russe relève d'un partenariat asymétrique et, en confrontant cadres occidentaux et non occidentaux, examine pourquoi la coopération reste sectorielle (énergie, RMN, technologies, finance), comment s'articulent l'écart entre discours et faits ainsi que les mécanismes de contrôle souverain côté russe, et en quoi une approche systémique rend mieux compte de cette dynamique, l'Arctique servant d'étude de cas.

PARTIE I – LES THÉORIES DES RELATIONS INTERNATIONALES SUR LES ALLIANCES ASYMÉTRIQUES

Tout d'abord, les alliances asymétriques sont des formes de coopération stratégique entre des États dont les capacités sont inégales. Contrairement aux alliances formelles, qui reposent généralement sur des engagements militaires, les partenariats prennent des formes plus souples. En effet, ils mêlent coopération économique, politique ou symbolique, sans pour autant inclure une clause de défense mutuelle. Cette distinction permet de mieux comprendre les logiques de dépendance, d'influence, voire d'opportunisme qui traversent ces relations déséquilibrées (Lake, 2009; Morrow, 1991; Womack, 2006).

La notion de coopération reste souvent assez floue. Pour mieux comprendre la relation sino-russe, il faut distinguer trois types de coopération, plus ou moins institutionnalisés, durables ou fondés sur une réelle convergence d'intérêts. On peut ainsi identifier trois formes de coopération : opportuniste, structurelle et stratégique.

La coopération opportuniste, c'est lorsque deux États se rapprochent de façon ponctuelle, parce qu'ils y trouvent un intérêt immédiat. Il n'y a pas vraiment de vision commune ni d'engagement sur le long terme. Chacun agit en fonction de ses besoins du moment, sans cadre précis ni coordination durable.

La coopération structurelle repose sur des relations régulières, souvent dans des domaines comme l'énergie, les infrastructures ou la défense. Sans forcément partager une vision commune, les deux partenaires mettent en place des mécanismes qui les obligent à coordonner leurs actions et à composer avec une certaine forme d'interdépendance. C'est le cas, par exemple, des projets énergétiques entre la Chine et la Russie en Arctique.

La coopération stratégique repose sur une entente, elle est construite sur le long terme, où deux États cherchent à faire converger leurs trajectoires géopolitiques. Ce n'est pas une alliance au sens strict, mais il existe une coordination réelle dans plusieurs domaines comme la diplomatie, l'économie, l'armée, souvent au profit du partenaire le plus influent. C'est cette forme de coopération, à la fois étroite et inégale, qui caractérise aujourd'hui la relation entre la Chine et la Russie.

1. Les approches réalistes : puissance, dépendance et méfiance

Le réalisme, longtemps dominant de la pensée en relations internationales, conçoit le monde comme un système sans autorité centrale, où les états sont souverains et agissent pour assurer leur sécurité (Waltz, 1979). Dans cette perspective, les alliances, y compris asymétriques, sont des instruments pour gérer les menaces et préserver les intérêts dans un environnement incertain.

Kenneth Waltz, dans l'ouvrage « Theory of International Politics », développe l'idée que dans un monde sans autorité centrale, la survie est la priorité des états. Le monde est structuré par la manière dont les capacités militaires et économiques sont réparties entre eux. Ainsi, dans cette logique les alliances servent à rééquilibrer les rapports de force, elles permettent de faire un contrepoids dit « balancing » à une puissance jugée menaçante afin d'éviter un déséquilibre régional ou global. Cette idée repose sur des facteurs tels que la puissance militaire, économique et la position dans la hiérarchie internationale (Waltz, 1979).

Stephen Walt, dans « The Origins of Alliances », propose une approche plus nuancée en introduisant la notion de « balance of threat ». Pour lui, les États ne réagissent pas seulement à la puissance en tant que telle, mais à ce qu'ils perçoivent comme une menace. Il identifie quatre facteurs essentiels : les capacités militaires, la proximité géographique, le comportement offensif, et les intentions supposées de l'autre. Autrement dit, les alliances se forment moins en réponse à des faits bruts qu'à des jugements politiques et historiques sur le danger que représente un acteur (Walt, 2013).

Cette approche aide à mieux comprendre les alliances asymétriques. Un État faible ne s'aligne pas forcément par conviction ou par idéologie, mais plutôt pour se protéger d'un danger ou pour sortir de son isolement. Une alliance asymétrique n'empêche pas d'avoir des intérêts mutuels, l'État dominant peut y voir un moyen d'étendre son influence ou de stabiliser une région. Tandis que le partenaire plus faible cherche un soutien politique, une forme de protection ou un accès à certaines ressources (Lake, 2009).

Dans ce contexte, les alliances asymétriques créent souvent des formes de dépendances. Glenn Snyder identifie deux dilemmes majeurs : le dilemme d'enchaînement « entrapment », où l'État dominant craint d'être entraîné dans des conflits qui ne sont pas dans son intérêt ; et le dilemme d'abandon « abandonment », qui pousse l'État plus faible à renforcer son engagement par crainte d'être laissé seul face à une menace (Snyder, 1997).

À ces logiques s'ajoutent des comportements alternatifs. Par exemple, le « bandwagoning » consiste pour un état, souvent plus faible, à s'aligner sur une puissance dominante pour en tirer un avantage ou pour éviter une confrontation directe (Walt, 2013). À l'inverse, le « hedging », développé par Chung, consiste à coopérer partiellement tout en gardant ouvertes d'autres options. Cette posture vise à limiter les risques liés à une trop forte dépendance, en diversifiant ses partenariats et en évitant de se placer sous l'influence d'un seul acteur (Chung, 2004).

Ces deux stratégies peuvent coexister ou alterner selon les conjonctures. Le cas russe post-2014 l'illustre bien : isolée par les sanctions occidentales, la Russie se rapproche de la Chine dans une logique de bandwagoning contraint. Toutefois, sa réticence à concéder un accès chinois à certaines infrastructures, et son maintien de relations avec d'autres partenaires comme l'Inde, traduisent aussi une logique de hedging.

Le réalisme offensif, développé par John Mearsheimer dans « The Tragedy of Great Power Politics », va plus loin. Il indique que les grandes puissances ne se contentent pas de maintenir l'équilibre, mais cherchent à accroître leur influence. Les alliances sont alors perçues comme des outils temporaires, créés et abandonnés en fonction des intérêts du moment. Elles servent donc à isoler ou à manipuler d'autres États, sans réelle intention de coopération sur le long terme ou de réciprocité (Mearsheimer, 2001).

Appliquée à la relation sino-russe, cette idée suggère que la Chine se sert du partenariat avec la Russie comme un levier pour consolider son flanc stratégique nord-ouest, renforcer son influence dans les institutions multilatérales ou accéder plus facilement à des ressources énergétiques, sans s'engager dans une alliance contraignante. L'asymétrie croissante, notamment dans les plans économiques et technologiques, renforce cette hypothèse d'une coopération avant tout tactique, que la Chine pourrait ajuster ou remettre en cause selon ses propres intérêts.

Plus récemment, des recherches ont souligné que l'asymétrie peut aussi enfermer la grande puissance dans une dépendance stratégique (Ma, 2023). Un État dominant peut rester lié à une alliance, par crainte qu'un retrait affaiblisse son image, son influence régionale ou sa position dans des coalitions plus larges.

Enfin, Morrow propose une vision pragmatique des alliances asymétriques : elles perdurent tant que les deux parties en retirent des avantages, même si les bénéfices sont différents. L'un cherche la sécurité et l'autre vise des gains. L'équilibre ne réside donc pas dans la symétrie de puissance, mais dans la réciprocité des intérêts (Morrow, 1991).

2. Les approches libérales et institutionnalistes : encadrement, interdépendance et bénéfices mutuels

En rupture avec les analyses réalistes fondées sur la méfiance et la rivalité, les théories libérales et institutionnalistes voient les alliances comme des formes de coopération raisonnées et durables, même dans un système international anarchique. Ces approches accordent une place centrale aux institutions, aux normes et aux intérêts communs, permettant de stabiliser les relations même entre partenaires inégaux.

Robert Keohane, dans « After Hegemony », défend l'idée que les institutions internationales, loin d'être de simples outils dominés par les grandes puissances, peuvent structurer les comportements des États en réduisant les incertitudes (Keohane, 1984). En structurant les relations autour de règles partagées, de mécanismes de transparence et d'interactions répétées, elles favorisent l'émergence d'une coopération durable. Les alliances asymétriques, dans ce cadre, peuvent s'inscrire dans la durée si elles reposent sur des mécanismes institutionnalisés, des concertations régulières, le partage des charges ainsi que des règles communes, qui permettent à chaque acteur de jouer un rôle, même différencié.

Le « burden-sharing » ou autrement dit le partage des charges, devient ici un moyen d'équilibrer la relation : un petit État, malgré ses capacités limitées, peut participer à l'alliance en apportant des ressources spécifiques. Par exemple, une base logistique, une couverture diplomatique, ou une expertise locale. Tandis que le partenaire dominant prend en charge la conduite stratégique ou militaire.

Les libéraux insistent aussi sur la logique d'interdépendance économique. Pour Andrew Moravcsik, l'intergouvernementalisme libéral met en évidence l'importance des intérêts économiques croisés dans la formation et la durabilité des alliances (Moravcsik, 1997a). L'asymétrie matérielle peut être compensée par une complémentarité fonctionnelle : accès à des marchés, ressources, technologies, ou investissements. Ce type de coopération crée des incitations réciproques, ancrées dans le long terme.

Dans cette optique, l'État le plus faible n'est pas nécessairement passif. Il peut monétiser sa position géographique, jouer un rôle diplomatique de médiateur, ou encore offrir une légitimité à son partenaire dominant. Ces attributs immatériels peuvent constituer des leviers d'influence réels au sein de l'alliance, renforçant sa capacité de négociation.

Certaines théories vont plus loin. Ingebritsen introduit la notion d'entrepreneur normatif, soulignant que les petits États peuvent peser dans l'élaboration des normes internationales (Ingebritsen, 2002). De son côté, Checkel montre également comment les acteurs faibles peuvent exercer un pouvoir normatif compensatoire, influençant les règles du jeu multilatéral, même dans des contextes asymétriques (Checkel, 2010).

Ces approches permettent de nuancer l'idée selon laquelle l'asymétrie impliquerait forcément une relation hiérarchique. Une alliance déséquilibrée peut rester fonctionnelle et mutuellement bénéfique tant qu'elle repose sur un socle institutionnel crédible, ouvert à la négociation des équilibres internes.

Loin d'être des relations de domination unilatérale, les alliances asymétriques peuvent ainsi s'institutionnaliser sous la forme de coopérations souples mais encadrées, dès lors qu'elles s'appuient sur une convergence d'intérêts et un cadre de gouvernance structurant.

Cependant, ces mécanismes montrent leurs limites dans les contextes de forte méfiance géopolitique. Lorsque les institutions sont absentes, instrumentalisées ou discréditées, les logiques de puissance reprennent le dessus, affaiblissant les ressorts de la coopération. Ainsi, si l'approche libérale-institutionnaliste éclaire les conditions de viabilité des alliances asymétriques, elle reste tributaire de la qualité et de la robustesse des cadres institutionnels mis en place.

3. Le constructivisme et les approches critiques : identités, récits et hiérarchies

Les théories constructivistes et critiques apportent un autre regard sur les alliances asymétriques en mettant l'accent sur les dimensions symboliques, identitaires et discursives du pouvoir. Contrairement aux théories réalistes ou libérales, qui se concentrent sur des éléments mesurables comme la puissance militaire, le PIB ou les ressources, elles insistent sur l'importance des représentations, des normes et des récits dans la construction des relations interétatiques.

L'asymétrie ne se limite pas à un déséquilibre de capacité, c'est aussi perçu. La première renvoie aux déséquilibres objectifs entre États (capacités militaires, économiques, technologiques). La seconde désigne la manière dont ces déséquilibres sont interprétés et vécus par les acteurs : statut international, reconnaissance, sentiment de dépendance ou volonté d'égalité. Une alliance peut fonctionner malgré une forte asymétrie, à condition

que celle-ci soit perçue comme légitime, c'est-à-dire juste et acceptable. En revanche, une asymétrie perçue comme injuste, humiliante ou trop déséquilibré peut générer des tensions, même en cas de bénéfices matériels partagés.

Le cas sino-russe illustre bien cette dissociation. Alors que la Chine bénéficie d'un avantage croissant en termes de puissance, la Russie continue de revendiquer un rôle d'égal. Cette tension entre réalité et perception rend la relation fragile, la Chine ménage Moscou dans le discours, alors que la Russie cède en termes économiques (prix du gaz, accès aux technologies etc.)

Le langage diplomatique joue ici un rôle central. Souvent dissimulés derrière des discours consensuels comme la "coopération gagnant-gagnant" ou la "relation sans limites", les déséquilibres restent bien présents.

C'est ce que souligne Vincent Pouliot, pour lui les pratiques diplomatiques construisent les rapports de pouvoir autant qu'elles les reflètent (Pouliot, 2008). De même, Zhang et Buzan analysent comment la Chine mobilise un vocabulaire normatif d'égalité et de non-ingérence, même dans des contextes de domination manifeste (Zhang & Buzan, 2020).

Le discours ne sert pas seulement à dissimuler l'asymétrie ; il permet aussi au partenaire subordonné de préserver une forme d'autonomie. En soignant les apparences, il peut continuer à exister sur la scène internationale sans donner l'image d'un état subordonné. Cette logique est particulièrement visible dans la rhétorique sino-russe post-2014, où les deux puissances affirment leur "amitié sans limite" tout en évitant le terme d'"alliance".

Selon Alexander Wendt, ce sont les identités intersubjectives et non les structures matérielles seules qui façonnent le comportement des États. Dans cette perspective, l'alliance devient un espace de socialisation hiérarchique, dans lequel le partenaire faible peut progressivement intérioriser les normes et attentes du partenaire fort. Loin d'être toujours explicite, cette domination passe par des mécanismes d'invisibilisation, d'imposition ou de dépendance (Wendt, 1999).

Les approches relationnelles, quant à elles, refusent de figer les États dans des catégories comme "petite" ou "grande" puissance. Tom Long propose une analyse contextuelle de l'asymétrie, fondée sur la capacité d'influence dans l'interaction : un État peut avoir du poids dans une alliance non par sa taille ou sa puissance, mais en fonction de son rôle stratégique, de ses liens historiques ou l'importance qu'il représente pour son partenaire dominant (Long, 2017).

Dans le cas sino-russe, il ne s'agit pas d'une alliance fondée sur une idéologie commune ou une intégration institutionnelle forte, leur partenariat repose plutôt sur des intérêts ponctuellement alignés : sécurité régionale, développement des échanges énergétiques, contestation de l'hégémonie occidentale. Cette coopération reste donc sélective et prudente, sans projet géopolitique partagé. Chacun des deux partenaires cherche à maximiser ses gains tout en limitant sa dépendance.

En somme, cette approche critique permet de penser les alliances asymétriques comme des configurations mouvantes, fondées à la fois sur des rapports de force, des régulations institutionnelles, des représentations identitaires et des récits stratégiques.

4. Approches théoriques des alliances asymétriques, centrées sur l'approche systémique

L'approche systémique, portée notamment par Barry Buzan et Ole Wæver à travers la théorie des complexes régionaux de sécurité (Buzan & Wæver, 2003), ainsi que par David A. Lake avec sa théorie des relations hiérarchiques (Lake, 2009), propose une autre manière d'analyser les alliances, en dépassant le cadre strictement centré sur les états. Elle considère le système international comme un ensemble d'interactions, où se croisent états, institutions, acteurs non étatiques, à échelle locale, régionale et globale.

Contrairement aux approches qui prennent l'État comme une entité isolée et autonome, la perspective systémique postule que les comportements étatiques ne peuvent être compris qu'en lien avec les structures qui l'entourent, et avec les interdépendances multiples auxquelles il est soumis. Ce modèle met en lumière des mécanismes transversaux tels que les effets de rétroaction ou les externalités qui rendent compte de la complexité et de la volatilité de l'environnement mondial.

L'un des apports majeurs de cette approche réside dans la notion de "région de sécurité" (Buzan & Wæver, 2003), définie comme un espace où la sécurité des acteurs est étroitement liée, au point qu'aucun d'eux ne peut agir seul sans affecter les autres. L'Arctique illustre bien cette idée car c'est une région de plus en plus stratégique où s'entremêlent les intérêts de la Russie, de la Chine, des Etats-Unis et des pays nordiques, sur fond de rivalités liées à l'énergie, à l'environnement et aux équilibres géopolitiques.

Appliquée aux alliances asymétriques, l'approche systémique dépasse la simple logique bilatérale entre un partenaire dominant et un partenaire subordonné. Elle invite à penser

les alliances comme des arrangements pouvant être instables, influencés par les dynamiques régionales et mondiales, les sanctions économiques, les tensions locales, la circulation des capitaux ou le développement d'infrastructures.

Cette approche permet d'articuler des dimensions théoriques que les cadres analytiques classiques ont souvent tendance à isoler. Elle met en évidence le rôle des institutions dans la reproduction ou le maintien des hiérarchies de pouvoir, comme le suggère le réalisme néo-structural. Elle souligne également que les représentations symboliques ne sont pas indépendantes des rapports matériels, une idée centrale du constructivisme critique. Enfin, elle intègre la perspective des approches transnationales, en montrant comment l'économie politique internationale contribue à façonner des asymétries durables à travers des interdépendances qui peuvent être choisies, mais aussi imposées.

Ainsi, les alliances asymétriques apparaissent non comme des structures figées, mais comme des formes politiques évolutives, en interaction permanente avec un environnement international instable.

Elles peuvent être renforcées ou affaiblies par des facteurs comme la fragmentation de l'ordre mondial, pressions normatives ou encore la redéfinition des priorités stratégiques, et sont souvent traversées par des tensions entre coopération et rivalité, ces alliances évoluent au rythme d'ajustements successifs.

Elle constitue un outil théorique pertinent pour analyser les logiques d'alliances inégalitaires dans un ordre mondial désormais multipolaire et instable. Elle offre également une lecture souple des processus d'ajustement et de transformation, en rendant compte des interactions multiples qui façonnent les relations internationales contemporaines, qu'elles soient de dépendance, de rééquilibrage ou de contestation.

5. Théories et idéologies chinoises

Au départ, dans les années 1980, les chercheurs chinois travaillent surtout avec les théories occidentales. Puis, dans les années 2000, ils cherchent à parler avec leurs propres mots : émergent la relationalité, le réalisme moral, et un retour actualisé à Tianxia, mobilisées pour penser aujourd'hui les relations d'ordre, de statut et de légitimité. Depuis 2017, l'idée de « communauté de destin partagé » montre cette volonté de proposer une autre façon de lire l'ordre international.

5.1 La relationalité

Pour Qin Yaqing, l'ordre international repose d'abord sur les relations entre acteurs, pas seulement sur un cumul d'intérêts. Les États se "placent" les uns par rapport aux autres en s'ajustant, en cherchant l'entente et en préservant la considération publique. Ce regard déplace l'attention des seules capacités matérielles vers des rituels de stabilisation : mise en scène d'égalité, coordination symbolique. Ces pratiques permettent de gérer l'asymétrie sans la faire disparaître (Qin, 2016).

Pour la relation sino-russe, Moscou et Pékin ont plusieurs fois souligné que leur relation n'est pas une alliance. Ainsi, ils revendiquent la "non-alliance" et démontre une préférence pour des arrangements flexibles (comités conjoints, coprésidences). En Arctique, elle aide à comprendre pourquoi la coopération sur la Route maritime du Nord et dans l'énergie s'appuie sur des montages adaptables (coentreprises, feuilles de route qui évoluent) et sur un langage de réciprocité. L'objectif vise à prévenir les blocages publics, surtout lorsque des contraintes comme les sanctions, les normes de navigation etc. viennent affecter l'équilibre de la relation.

5.2 Le réalisme moral

Le réalisme moral proposé par Yan Xuetong soutient que la hiérarchie internationale est plus stable lorsque la puissance dominante combine capacité matérielle et qualité du leadership, entendu comme crédibilité des engagements, offrir des biens publics et faire preuve de retenue dans l'usage de la force (Yan, 2019; Yan *et al.*, 2016). Dans une relation asymétrique, le partenaire dominant accroît son influence non seulement par le « hard power »¹, mais aussi en fournissant des avantages concrets aux autres ; le partenaire faible, lui, accepte une reconnaissance limitée contre des gains de sécurité et d'accès (énergie, financement).

Selon Yan, les représentations et priorités des dirigeants orientent la politique extérieure. Ainsi, les différences de personnalité, d'âge, de milieu et de vision du monde des décideurs produisent quatre types de leadership, chacun avec une ligne de politique étrangère distincte : l'inactif qui cherche surtout à éviter les tensions, le conservateur qui met l'économie en premier et favorise la coopération, l'entrepreneur qui veut accroître la

1 La capacité d'un État à imposer sa volonté aux autres par la coercition, c'est-à-dire par la force militaire ou la contrainte économique.

puissance y compris par la formation d'alliance ou partenariats stratégiques et le combatif qui privilégie l'expansion par la force militaire.

5.3 De Tianxia à la "communauté de destin partagé" (Xi Jinping)

La théorie de Zhao Tingyang présente Tianxia comme l'idée d'un ordre inclusif, visant la compatibilité des intérêts et la gouvernance coopérative. La notion de "communauté de destin partagé pour l'humanité" promue par Xi Jinping reprend l'horizon d'un ordre mondial coopératif où la rivalité entre États-nations et la logique d'alliances exclusives sont remplacées par des partenariats flexibles et une gouvernance orientée vers le bien commun. Cette pensée est le fondement idéologique de la politique extérieure de la république populaire de Chine.

En recherche, cette notion fonctionne surtout comme outil d'analyse des discours : elle permet d'examiner comment un acteur mobilise le registre de l'inclusivité et de bien commun pour légitimer son expansion de liens économiques et normatifs (Zhao et Westad, 2021).

Mise en regard des politiques publiques chinoises, cette lecture éclaire la manière dont la Chine énonce sa présence en Arctique russe (coopération, Polar Silk Road) tout en poursuivant des avantages (accès aux routes, participation à des actifs énergétiques). D'un point de vue méthodologique, Tianxia invite à croiser l'analyse des récits officiels avec les clauses des projets (gouvernance des co-entreprises, arbitrage, contrôle opérationnel), afin de mesurer l'écart entre l'inclusivité affichée et les verrous institutionnels qui encadrent réellement la coopération.

6. Doctrines et idéologies russes

Les doctrines et registres idéologiques russes ont un fil conducteur : garder la main sur leur autonomie et empêcher toute hégémonie. D'où une préférence pour la multipolarité, une méfiance envers les alliances trop contraignantes et une tendance à verrouiller les secteurs jugés stratégiques.

6.1 La doctrine Primakov

Dans l'héritage associé à Evgueni Primakov, diplomate et ex-Premier ministre en Russie, Evgueni Primakov a théorisé une multipolarité active et un triangle Russie-Inde-Chine pour contrebalancer les États-Unis/OTAN sans alliance rigide. Cette matrice nourrit la

méfiance russe envers les engagements contraignants et, avec la Chine, se traduit par une coopération sélective sous contrôle russe des secteurs stratégiques. Ainsi, la politique étrangère russe cherche à empêcher toute hégémonie et à préserver une autonomie, en misant sur un ordre multipolaire et des équilibres flexibles. Concrètement, cela se traduit par une préférence pour des formats non contraignants (partenariats ciblés) et par une méfiance pour les alliances qui créent de la dépendance ou un risque d'entrainement militaire (Gressani & Khilko, 2017; Stent, 2020). Rapportée à la relation avec la Chine, cette doctrine explique la coopération sélective sur des dossiers à bénéfices tangibles (énergie, logistique, finance) tout en verrouillant les leviers régaliens : contrôle juridique et opérationnel de la Route maritime du Nord (RMN), filtrage des investissements étrangers, maintien d'une majorité russe dans les actifs considérés stratégiques (Lukin, 2018).

Ce cadre éclaire un premier facteur de limitation de la coopération sino-russe en Arctique : même en contexte de sanctions, Moscou évite de déléguer la gouvernance des infrastructures critiques, ce qui freine l'intégration avec des partenaires chinois.

6.2 La « Grande Eurasie »

Le projet de « Grande Eurasie » voit la région comme un espace à plusieurs centres de pouvoir, où la Russie entretient des liens avec la Chine, l'Inde, l'Iran, l'Asie centrale et d'autres pôles asiatiques sans s'aligner complètement sur aucun d'entre eux (Lukin, 2018; Valdai, 2018).

Dans cette perspective, la coopération avec Pékin est utile mais circonscrite : elle porte sur des chaînes de valeur (exportations d'hydrocarbures, corridors logistiques, mécanismes financiers alternatifs) tout en réservant à l'État russe la définition des règles de passage, des normes techniques et de la sécurité sur la RMN (Blakkisrud & Wilson Rowe, 2018; Zysk, 2011).

L'emboîtement imparfait entre l'initiative chinoise de Polar Silk Road et l'architecture russe de Grande Eurasie produit un second facteur de limitation : des frictions institutionnelles (répartition du contrôle, lieu des décisions, alignement des normes) qui peuvent ralentir ou redessiner les projets communs.

6.3 L'Eurasianisme

L'eurasianisme désigne surtout un registre d'idées et de discours qui valorise une identité « civilisationnelle » eurasiatique et la place centrale de la Russie continentale (Laruelle,

2008). L'eurasianisme vient d'ancien courant philosophique : la Russie est-elle européenne, asiatique, ou à part ? Parmi les idéologue contemporains, Alexandr Dugin porte l'idée d'un rapprochement avec la Chine contre un Occident jugé décadent. C'est le fondement de l'actuelle poussée expansionniste russe.

En recherche, il est moins une théorie testable qu'un cadre de justification mobilisé pour légitimer des positions de souveraineté stricte : statut quasi national de la RMN, préférence pour le cabotage sous pavillon russe, contrôle des données et des équipements à double usage, filtrage des investissements dans les secteurs sensibles (Buchanan, 2023). Ce registre nourrit un troisième frein à l'intégration avec la Chine : la sécuritisation de larges segments de l'économie arctique, qui réduit la marge de manœuvre pour des gouvernances réellement partagées.

PARTIE II – LE PARTENARIAT ENTRE LA CHINE ET LA RUSSIE VU PAR LES THÉORIES DES ALLIANCES ASYMÉTRIQUES

Depuis le début des années 2000, la Chine et la Russie ont nettement renforcé leurs liens, notamment dans des secteurs tels que l'énergie, la défense, les technologies et la coordination diplomatique. Pourtant, malgré cette coopération renforcée, elle ne répond pas aux critères traditionnels d'une alliance formelle. L'absence de clause de défense mutuelle, la souplesse des accords, ainsi que le recours à des termes volontairement ambigus comme « partenariat stratégique », « coordination globale » ou encore « amitié sans limites », révèlent une volonté de préserver une certaine autonomie réciproque tout en consolidant un front commun.

Cette relation à la fois étroite et ambivalente invite à mobiliser les théories des alliances asymétriques pour mieux comprendre les logiques d'interdépendance et les déséquilibres sous-jacents entre deux puissances aux trajectoires différentes.

1. Alliance ou partenariat ?

Souvent qualifiée de « partenariat stratégique global de coordination »², la relation sino-russe échappe aux catégories classiques des alliances telles qu'elles sont définies par les approches réalistes ou institutionnalistes. Même si la coopération s'est nettement intensifiée dans les domaines militaire, énergétique, technologique ou diplomatique, elle ne repose ni sur une clause de défense mutuelle, ni sur des engagements juridiquement contraignants. Le principal cadre de référence, le Traité de bon voisinage et de coopération amicale signé en 2001 puis reconduit tacitement en 2021, privilégie un langage souple, centré sur la non-ingérence, le respect mutuel et l'intérêt partagé, plutôt que sur une solidarité militaire ou institutionnelle forte. Cette configuration suggère un agencement hybride, relevant davantage d'un partenariat pragmatique à forte intensité stratégique que d'une alliance formelle au sens classique.

Afin de mieux situer la relation sino-russe dans le temps, il est utile de retracer les principales étapes qui ont structuré son approfondissement.

2 China and Russia: partnership of strategic coordination, Ministry of Foreign Affairs People's Republic of China https://www.mfa.gov.cn/eng/zy/wjls/3604_665547/202405/t20240531_11367562

Le tableau ci-dessous offre une vue d'ensemble des moments diplomatiques clés qui ont contribué à façonner ce partenariat.

Tableau 1. Jalons diplomatiques sino-russes (1996–2023)
Chronologie de l'approfondissement du partenariat stratégique sino-russe

Année	Événement clé	Détails
1996	Signature du Partenariat stratégique	Lancement d'une coopération formelle entre la Chine et la Russie, visant à contrer la domination des États-Unis.
2001	Signature du traité d'amitié sino-russe	Accord fondamental posant les bases d'une coopération politique, économique et militaire.
2012	Déclaration de partenariat stratégique global	Affirmation du partenariat stratégique global, avec un accent sur les relations politiques et économiques.
2014	Crise ukrainienne et sanctions contre la Russie	La Russie subit des sanctions internationales, poussant Moscou à renforcer ses liens avec Pékin, notamment dans l'énergie et les infrastructures.
2017	Renforcement de la coopération énergétique et militaire par des avancées importantes	Lancement du projet Power of Siberia, approfondissement de la coopération militaire et multiplication des accords bilatéraux dans des secteurs clés.
2022	Déclaration sur le partenariat sans limite	Signature d'un partenariat renforcé, exprimant une « amitié sans limite » dans un contexte de tensions croissantes avec l'Occident.
2023	Expansion de la dépendance énergétique et sanctions	La Russie dépend de plus en plus de la Chine pour ses exportations énergétiques. Poursuite de l'isolement de Moscou sur la scène internationale.
2024	Coordination sur la Route maritime du Nord (RMN)	Mise en place d'un sous-comité sino-russe sur la RMN. Intensification des échanges énergétiques. Pékin devient le principal partenaire logistique arctique.
2025	Déclaration conjointe visant à approfondir leur partenariat stratégique global	Plus de 20 accords de coopération axés sur l'énergie, la finance, la technologie, la stabilité stratégique et la gouvernance multilatérale. Une volonté commune de s'opposer aux sanctions unilatérales et à l'application extraterritoriale des lois, en réaffirmant le rôle central de l'ONU dans l'ordre mondial

1.1 Le traité de 2001 : un cadre politique sans engagement militaire

Signé à Moscou le 16 juillet 2001, le "Traité de bon voisinage et de coopération amicale entre la république populaire de Chine et la fédération de Russie" marque une étape importante dans le rapprochement des deux pays, avec l'ambition de tourner la page des tensions héritées de la période sino-soviétique. Initialement conclu pour vingt ans et tacitement renouvelé en 2021 pour cinq ans supplémentaires, ce traité s'inscrit dans un contexte marqué par la domination des États-Unis au début du XXI^e siècle. Il pose les bases d'une relation stable, fondée sur le respect de la souveraineté, l'intégrité territoriale, la non-ingérence, et une coopération économique renforcée³. Cependant, malgré cette ambition de consolidation politique, le traité reste en retrait sur le plan de la sécurité car il ne comporte aucune clause d'assistance militaire mutuelle. Cette absence, soulignée par Snyder, illustre la distinction fondamentale entre partenariat et alliance (Snyder, 1997).

Moscou et Pékin ont délibérément choisi de préserver leur autonomie, préférant une coopération souple plutôt qu'un pacte de sécurité formel. Ce choix traduit les limites que chacun souhaite poser à la relation, dans un contexte international de plus en plus incertain.

Depuis la signature du traité, les liens se sont progressivement renforcés, jalonnés par des déclarations communes. Lors du dixième anniversaire en 2012⁴, les deux pays ont réaffirmé leur opposition à la domination occidentale dans la gouvernance mondiale, appelant à un ordre international multipolaire et équilibré. En 2017, leur coordination s'est traduite par un engagement renforcé dans des institutions internationales telles que le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et les BRICS.

Un tournant symbolique majeur s'est opéré en février 2022, lors de la visite de Vladimir Poutine aux Jeux olympiques de Pékin, où la relation fut qualifiée d'« amitié sans limite » et de « coopération sans zone interdite »⁵. Cette intensification rhétorique s'accompagnait d'une critique explicite de l'OTAN, des valeurs occidentales et d'un prétendu «

3 Traité d'amitié sino-russe de 2001
https://fr.wikipedia.org/wiki/Traité_d%27amitié_sino-russe_de_2001

4 Press statements following Russian-Chinese talks, 02/06/2012,
<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/15552>

5 Putin and Xi agree to 'no limits' partnership at Olympics, 04/02/2022,
<https://thechinaproject.com/2022/02/04/putin-and-xi-agree-to-no-limits-partnership-at-olympics>

révisionnisme juridique » en droit international. Pourtant, aucun engagement militaire contraignant n'a été conclu, reflétant un équilibre prudent entre proximité et autonomie⁶.

Sur le plan opérationnel, la coopération sino-russe s'est traduite par des exercices militaires conjoints réguliers, tels que les manœuvres Peace Mission sous l'égide de l'OCS et les exercices navals Joint Sea⁷, favorisant la coordination et la familiarisation entre les forces des deux pays.

En 2018, la création d'un mécanisme sino-russe de consultations de haut niveau sur la stabilité stratégique a renforcé la coordination dans les domaines nucléaire, antimissile et spatial. Parallèlement, les liens économiques se sont renforcés autour de projets d'infrastructures énergétiques majeurs, comme le gazoduc Power of Siberia et le complexe Yamal LNG, ainsi que le développement d'infrastructures portuaires et ferroviaires dans l'Arctique. Ces projets traduisent une interdépendance croissante et bien structurée, sans toutefois aller jusqu'à formaliser une alliance formelle⁸.

En résumé, depuis 2001, la relation sino-russe s'est consolidée de manière multidimensionnelle, portée par une défiance commune à l'égard de l'Occident et la montée en puissance de la Chine. Ce partenariat pragmatique repose sur une coopération intense et un alignement d'intérêts, mais se distingue par l'absence d'engagements militaires contraignants, privilégiant ainsi souplesse et autonomie plutôt qu'une fusion stratégique complète. Cette dynamique de convergence sans alliance formelle reste la caractéristique majeure de cette relation complexe.

1.2 Une coopération renforcée : vers un partenariat stratégique étendu

Bien que le traité sino-russe de 2001 ne prévoit aucun engagement militaire, la coopération entre les deux puissances s'est considérablement intensifiée au fil des deux dernières décennies, donnant forme à un partenariat stratégique étendu et adaptable, ancré dans des intérêts communs.

6 What is — and isn't — in the joint statement from Putin and Xi, 04/02/2022, <https://www.washingtonpost.com/world/2022/02/04/russia-china-xi-putin-summit-statement-beijing>

7 Joint Sea 2013, https://en.wikipedia.org/wiki/Joint_Sea_2013

8 China-Russia Energy Relations: Will New Oil and Natural Gas Deals Help Russia Weather Economic Sanctions?, 16/03/2022, <https://www.energypolicy.columbia.edu/publications/qa-china-russia-energy-relations-will-new-oil-and-natural-gas-deals-help-russia-weather-economic>

Comme indiqué précédemment, sur le plan militaire, la multiplication d'exercices conjoints, tels que Peace Mission, Vostok ou Joint Sea, témoigne d'une volonté de renforcer la coordination entre leurs forces armées. Ces manœuvres permettent d'afficher une forme d'unité face à un environnement international de plus en plus tendu, notamment avec l'Occident. Cette dynamique est renforcée par les transferts d'armements de haute technologie, à l'instar des systèmes antiaériens S-400 ou des chasseurs Su-35, qui traduisent une montée en confiance mutuelle, tout en permettant à la Russie de conserver un levier technologique sur Pékin⁹.

La coopération énergétique constitue un autre pilier de cette relation. La mise en service du gazoduc « Power of Siberia » incarne la consolidation d'un partenariat énergétique à long terme, plaçant la Chine comme client incontournable pour la Russie. Cette tendance s'est accentuée avec la multiplication des contrats pétroliers et gaziers, la participation chinoise à des projets russes de GNL comme Yamal LNG et le développement d'infrastructures de transport en Sibérie et dans l'Arctique. Ces initiatives répondent à une double logique : sécuriser les approvisionnements pour la Chine tout en permettant à Moscou de réorienter ses débouchés vers l'Asie, en réponse aux sanctions occidentales postérieures à 2014 et durcies depuis 2022.

Au-delà de l'énergie et de la défense, la cybersécurité et les télécommunications font également l'objet de collaborations croissantes, motivées par une volonté commune de réduire leur dépendance aux technologies occidentales et de promouvoir des modèles alternatifs de gouvernance numérique¹⁰.

Sur le plan diplomatique, Moscou et Pékin affichent régulièrement des positions communes sur les grands dossiers internationaux : soutien au régime syrien, critique du régime de sanctions contre le Venezuela, ou encore opposition aux interventions militaires occidentales. Cette coordination se manifeste également dans des forums multilatéraux tels que l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et les BRICS, où les deux puissances cherchent à rééquilibrer la gouvernance mondiale en contestant l'hégémonie occidentale. Ces forums servent aussi à défendre une vision commune d'un

9 The Changing Nature and Implications of Russian Military Transfers to China, 21/06/2021, <https://www.csis.org/analysis/changing-nature-and-implications-russian-military-transfers-china>

10 China and Russia Strengthen Cybersecurity Cooperation Amid Growing Threats, 17/04/2025, <https://cyberpress.org/china-and-russia-strengthen-cybersecurity>

ordre international fondé sur le respect de la souveraineté et la coexistence de différents modèle politique.

Cette coopération, reste encadrée par une logique de flexibilité. Ni la Russie ni la Chine ne souhaitent sacrifier leur autonomie dans une relation asymétrique figée¹¹. Cette posture leur permet de tirer parti des avantages du partenariat tout en conservant la liberté d'agir de manière indépendante dans d'autres contextes géopolitiques.

Cependant, l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a marqué une inflexion importante. L'intensification des sanctions occidentales a affecté de manière significative les projets russes dans des secteurs stratégiques, notamment en Arctique, où la Russie dépendait encore largement des technologies et des financements occidentaux. Ce bouleversement a renforcé la dépendance de Moscou vis-à-vis de Pékin, tant sur le plan énergétique que technologique. La Russie s'est retrouvée contrainte d'accélérer son pivot vers Pékin, non pas par choix, mais par nécessité.

Comme l'ont montré Zysk et Deville-Fradin, cette asymétrie croissante constitue un tournant : elle transforme le partenariat stratégique sino-russe en une relation de dépendance relative, marquant l'émergence d'un nouveau rapport de force (Zysk & Deville-Fradin, 2017).

Par ailleurs, en mai 2025, dans le cadre de la visite d'État de Xi Jinping à Moscou du 7 au 10 mai, la Chine et la Russie ont signé une déclaration conjointe visant à approfondir leur partenariat stratégique global (Joint Statement on Deepening the Comprehensive Partnership and Strategic Cooperation in the New Era)¹². Cette déclaration a formalisé une coordination renforcée dans tous les domaines, incluant la coopération militaire, énergétique, spatiale, numérique et juridique.

11 Russia: China's Most Important Non-Alliance,
<https://www.institutmontaigne.org/ressources/documents/china-trends-21-chinas-balancing-act-axis-upheaval.pdf#page=18>

12 Xi, Putin sign joint statement on further deepening China-Russia comprehensive strategic partnership of coordination for a new era, 08/05/2025,
https://english.www.gov.cn/news/202505/08/content_WS681cbf2cc6d0868f4e8f25b3.html

1.3 Ce que révèle le langage diplomatique

Le langage utilisé par Moscou et Pékin dans leurs communications officielles constitue un indicateur clé de la nature singulière de leur relation. Comme mentionné précédemment, depuis la signature du Traité de bon voisinage en 2001, les deux capitales s'appuient sur un vocabulaire bien choisi : « amitié de bon voisinage », « coopération mutuellement bénéfique », et plus récemment "nouveau paradigme de relations entre les grandes puissances" et "modèle relations entre les puissances avoisinantes". Loin d'être anodine, cette terminologie se traduit par une volonté de construire une relation souple qui échappe aux définitions rigides des alliances classiques.

L'absence systématique du terme « alliance » n'est pas le fruit du hasard. Elle reflète une posture commune : celle de deux puissances soucieuses de préserver leur souveraineté et d'éviter toute forme d'engagement contraignant. En évitant une codification trop explicite de leur partenariat, Moscou et Pékin maintiennent une marge de manœuvre indispensable dans un système international instable. Cette prudence lexicale est interprétée par Bobo Lo comme une stratégie à part entière : elle permet d'afficher une solidarité politique sans entrer dans une confrontation frontale avec l'Occident, tout en laissant la porte ouverte à des ajustements en fonction des circonstances (Lo, 2020). Le vocabulaire choisi rend possible une coopération étroite, notamment dans les domaines énergétique, militaire ou diplomatique, sans pour autant engager formellement les deux parties dans une alliance militaire formalisée.

En somme, cette rhétorique nuancée incarne pleinement la logique du partenariat sino-russe : elle donne à voir une relation solide et structurée, tout en masquant les incertitudes, les asymétries et les éventuelles divergences qui la traversent.

1.4 Comprendre cette relation avec les théories des alliances asymétriques

La relation sino-russe gagne à être analysée à l'aune des théories des alliances asymétriques, qui permettent de dépasser les cadres rigides des alliances formelles. Selon Von Hlatky, les alliances asymétriques peuvent prendre des formes très variées, allant des accords explicites aux partenariats informels caractérisés par une coopération intense, mais dépourvus d'engagements juridiques contraignants (Von Hlatky, 2013). Le partenariat entre Moscou et Pékin s'inscrit clairement dans cette dernière configuration : un lien non institutionnalisé, mais néanmoins structurant.

Stephen Walt, en développant la théorie de l'équilibre des menaces, insiste sur le fait que les alliances se forment en réaction à des menaces partagées plutôt qu'à des affinités

idéologiques (Walt, 1985). Ce cadre éclaire bien la dynamique sino-russe actuelle : leur rapprochement s'appuie moins sur une vision commune du monde que sur une volonté conjoncturelle de limiter l'influence des États-Unis, de préserver leur souveraineté nationale et de promouvoir une réforme de l'ordre international jugé trop occidental.

Par ailleurs, l'approche institutionnaliste, notamment chez Keohane, rappelle que l'absence de mécanismes formels ne signifie pas l'absence de coordination (Keohane, 1984). Le partenariat sino-russe repose sur une série d'interactions régulières, de déclarations conjointes et d'intérêts convergents qui assurent une forme de coopération souple, flexible et évolutive.

En définitive, cette relation ne relève ni d'une alliance militaire, ni d'un simple alignement opportuniste. Il se présente plutôt comme une alliance informelle élargie, fondée sur une convergence tactique, une méfiance partagée à l'égard de l'occident et une volonté de remodeler l'ordre mondial. Cette forme d'engagement, bien qu'efficace dans certaines conjonctures, demeure fragile et réversible, notamment en raison des déséquilibres croissants entre les deux partenaires.

1.5 Alliance ou partenariat :

lecture croisée par la relationalité (Qin) et la doctrine Primakov

Deux lectures non occidentales permettent de nuancer l'opposition « alliance vs partenariat » dans le cas sino-russe. D'un côté, la relationalité de Qin Yaqing conçoit l'ordre international comme un processus d'ajustements où les acteurs stabilisent l'asymétrie par des rituels d'égalité, des formats souples et un langage de réciprocité plutôt que par des engagements juridiques lourds ; d'où la préférence sino-russe pour des comités conjoints et coprésidences qui évitent le mot « alliance » tout en sauvant la face (Qin, 2016). De l'autre, la multipolarité et la prudence souverainiste associées à Primakov, et plus largement à la littérature russe sur l'autonomie, mettent l'accent sur la prévention de l'hégémonie et le refus d'engagements contraignants susceptibles de créer dépendance ou *entrapment* ; appliquée à Moscou, cette boussole conduit à circonscrire la coopération avec Pékin par des garde-fous régaliens (contrôle de la RMN, maintien de la main sur les actifs clés) (Gressani & Khilko, 2017). Elle se traduit aussi par des exportations d'armements de pointe priorisées vers l'Inde et plus limitées envers la Chine, afin d'éviter la dépendance et le risque d'*entrapment*.

En Arctique, la première lecture explique pourquoi le partenariat flexible fonctionne comme forme préférée d'organisation de la relation ; la seconde précise où et pourquoi ce partenariat coince : dès que la gouvernance des infrastructures, les transferts

technologiques ou les règles de navigation touchent aux lignes rouges de souveraineté russes. Ensemble, elles donnent les mécanismes qui relient la forme « partenariat » aux limites observées dans les projets énergétiques et logistiques arctiques.

2. Une asymétrie croissante entre les deux partenaires

Bien que la relation sino-russe soit officiellement fondée sur les principes d'égalité et de respect mutuel, une asymétrie de plus en plus visible s'est installée, accentuée par les chocs géopolitiques de 2014, avec l'annexion de la Crimée, puis surtout de 2022, après l'invasion de l'Ukraine. Cette asymétrie, ancrée dans des écarts de puissance économique, technologique et institutionnelle, s'inscrit dans une interdépendance croissante, mais fondamentalement déséquilibrée.

L'approche constructiviste de Bertrand Badie, qui interprète les relations internationales comme un « fait social ordinaire », met en lumière le déclassement progressif de la Russie dans un ordre international désormais façonné, en grande partie, par les normes, réseaux et régimes promus par la Chine (Badie, 2020).

La dynamique économique entre les deux pays confirme ce déséquilibre. Si la coopération bilatérale s'est accrue, notamment dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et du commerce, la Russie demeure méfiante vis-à-vis de la montée en puissance chinoise. Elle cherche à préserver son contrôle sur des zones sensibles, en particulier l'Arctique, tout en limitant l'accès de Pékin à certains secteurs stratégiques. La Russie encadre strictement les investissements chinois dans les ressources naturelles et restreint leur implication dans les hautes technologies et les infrastructures (You, 2024). Cette prudence traduit une volonté de contenir une dépendance croissante, même si elle ne peut être totalement évitée (Kirchberger *et al.*, 2022; Zysk & Deville-Fradin, 2017).

Le cadre théorique proposé par Morrow sur les alliances asymétriques permet d'analyser cette configuration : la Russie, en tant que partenaire plus faible, concède de l'espace à la Chine dans certaines sphères, notamment sur le plan régional, comme en Arctique, tandis que Pékin lui apporte un appui économique (Morrow, 1991). Si ce fonctionnement peut sembler équilibré à première vue, il dissimule en réalité une relation de plus en plus déséquilibrée, proche d'un bandwagoning contraint tel que défini par Stephen Walt.

Cette dépendance s'illustre dans plusieurs domaines. Sur le plan énergétique, les projets « Power of Siberia » et « Power of Siberia 2 » incarnent le recentrage de la Russie

vers l'Asie, mais les négociations ont largement tourné à l'avantage de Pékin. Ce dernier impose des conditions tarifaires et contractuelles qui reflètent un rapport de force asymétrique, accentuant la position dominante de la Chine.

Sur le plan financier, l'usage croissant des monnaies nationales dans les échanges bilatéraux depuis 2022, peut être présenté comme un pas vers la désoccidentalisation et participe à l'ancrage progressif de la Russie dans la sphère économique chinoise. En Arctique, enfin, la « Route de la soie polaire » fournit à la Chine un levier d'influence supplémentaire.

Les investissements dans les infrastructures et projets énergétiques arctiques, essentiels depuis le retrait des firmes occidentales à la suite de la guerre en Ukraine, renforcent la dépendance russe vis-à-vis du soutien financier et technologique chinois, malgré la volonté de Moscou de conserver un contrôle sur la région (Forbes Russia, 2022; Kirchberger *et al.*, 2022).

L'invasion de l'Ukraine a accentué cette dynamique. Les sanctions occidentales ont privé la Russie d'accès à des financements internationaux, aux technologies avancées et aux marchés européens. En réponse, Moscou a renforcé son partenariat avec Pékin, notamment sur des projets tels que l'Arctic LNG 2. Ces investissements sont largement soutenus par des institutions financières chinoises comme l'Export-Import Bank of China et la China Development Bank, illustrant l'implication directe de Pékin dans ces initiatives (Hsiung & Røseth, 2019). La Chine a alors émergé comme un partenaire de substitution, capable de fournir capitaux, équipements et débouchés commerciaux (Zysk & Deville-Fradin, 2017).

Sur le plan logistique, la Route maritime du Nord est un axe stratégique plein d'espoir. Si les projections initiales (64 millions de tonnes de marchandise en 2020, 85 millions en 2030) ont été revues à la baisse (Zysk & Deville-Fradin, 2017), des événements géopolitiques récents, comme les tensions en mer Rouge, ont ravivé l'intérêt pour cette voie.

En 2023, l'ambassadeur itinérant du ministère russe des Affaires étrangères Nikolai Korchunov estimait que la RMN pouvait assurer la navigation des navires souhaitant restructurer leur route (Interfax International Information Group, 2024). En 2024, 97 voyages de transit y ont été enregistrés, totalisant 2,95 millions de tonnes, dont 95 % à destination de la Chine (Centre for High North Logistics (CHNL), 2024 ; Baudu et Lasserre, 2025). Pékin apparaît ainsi comme le principal bénéficiaire de l'ouverture de cette route, tout en renforçant sa position dans les chaînes logistiques arctiques russes.

Sur le plan militaire, bien que la Russie conserve une puissance nucléaire significative, son influence diplomatique et économique décline face à une Chine technologiquement avancée, dotée d'une stratégie d'influence institutionnelle mondiale plus cohérente.

Cependant, l'asymétrie ne signifie pas une dépendance à sens unique. La Chine, malgré sa position dominante, a aussi besoin de la Russie sur certaines questions géostratégiques, notamment en Asie centrale et dans l'Arctique pour garantir une stabilité régionale. On peut souligner que même une puissance dominante peut se retrouver prisonnière d'une relation asymétrique si elle en retire des avantages qu'elle ne peut obtenir ailleurs.

Derrière le discours d'une « amitié sans limite », se dessine ainsi un partenariat marqué par des dépendances réciproques, mais inégales. Le bandwagoning contraint auquel la Russie semble désormais acculée accentue les déséquilibres structurels de la relation. Tandis que Pékin fixe progressivement l'agenda dans plusieurs domaines, Moscou cherche à préserver les apparences de souveraineté. Ce déséquilibre, bien qu'encore fonctionnel, soulève des interrogations sur la viabilité à long terme d'un partenariat fondé sur des intérêts convergents, mais des positions stratégiques de plus en plus divergentes.

Du côté relationnalité (Qin), l'asymétrie est stabilisée par des pratiques qui évitent l'humiliation du partenaire plus faible : rituels d'égalité et langage de réciprocité. Ces arrangements laissent à chacun des gains matériels tout en maintenant la façade d'un « partenariat d'égal à égal ». Du côté du réalisme moral (Yan), l'asymétrie s'approfondit parce que le partenaire dominant accroît son influence en livrant des biens visibles sans endosser l'image d'une hégémonie : financements de projets, solutions logistiques, etc. Enfin, la Grande Eurasie et la prudence souverainiste russes fixent des règles qui bornent cette dynamique : contrôle juridique et opérationnel de la RMN (pilottage, règles glace), filtrage des transferts technologiques. Ainsi, l'asymétrie progresse sur le plan économique et normatif, mais elle reste contenue par des mécanismes relationnels et par des lignes rouges de souveraineté qui produisent des avancées sélectives et des blocages récurrents.

3. Entre théorie et réalité

La relation sino-russe met en tension les cadres théoriques traditionnels des relations internationales, tant elle mêle des dynamiques multiples et parfois contradictoires. Elle se situe à l'intersection de logiques de puissance, d'interdépendances économiques croissantes et de récits géopolitiques concurrentiels, sans pour autant correspondre pleinement à une alliance formelle, à un partenariat stratégique stable ni à une simple coopération opportuniste. Cette ambivalence alimente une difficulté persistante à la classer selon les typologies établies. Les approches réalistes, libérales ou constructivistes rendent compte de certaines dimensions du rapprochement sino-russe, mais peinent à en saisir la complexité d'ensemble.

La persistance d'une asymétrie structurelle, l'adaptation aux conjonctures internationales, ou encore l'instrumentalisation du partenariat à des fins symboliques, révèlent les limites des outils d'analyse traditionnels. Ce constat appelle à une lecture plus nuancée, apte à rendre compte de logiques hybrides, évolutives et parfois contradictoires. Dans cette perspective, une approche combinée, articulant dimensions matérielles, normatives et contextuelles, semble mieux à même de saisir les dynamiques concrètes de cette relation bilatérale.

3.1 La non-alliance sino-russe : des coopérations sectorielles

L'un des principaux défis pour analyser la relation sino-russe réside dans son inadéquation avec les catégories conventionnelles des relations internationales, telles que l'« alliance » ou le « partenariat » au sens strict.

Contrairement à une alliance formelle impliquant des obligations de défense mutuelle comme l'OTAN, la Chine et la Russie ne sont liées par aucun traité sécuritaire. Le Traité d'amitié et de coopération signé en 2001, repose sur des principes de non-ingérence, de respect mutuel de la souveraineté et de concertation stratégique, sans comporter de clause de défense commune (Long, 2017; Von Hlatky, 2013). Le cadre institutionnel qui en découle demeure ainsi largement informel, peu contraignant et ouvert à l'interprétation.

Pourtant, cette relation dépasse le simple opportunisme ou une coordination ponctuelle. Comme indiqué, depuis les années 2010, elle s'est traduite par une intensification des exercices militaires conjoints, tels que « Peace Mission » ou « Vostok », ainsi qu'une collaboration diplomatique accrue dans des enceintes comme l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ou le Conseil de sécurité de l'ONU. Cette posture ambivalente alimente une forme d'alliance informelle, difficile à saisir à travers les

catégories analytiques traditionnelles. Le partenariat sino-russe se situe dans une zone grise, à mi-chemin entre coordination tactique, solidarité politique et coopération pragmatique, obligeant les chercheurs à reconsidérer leurs cadres d'analyse habituels.

Par ailleurs, la complémentarité de leurs intérêts stratégiques et économiques, notamment dans des régions sensibles comme l'Arctique, renforce cette coopération. Tous deux défendent une approche souverainiste du développement des ressources naturelles et partagent une méfiance vis-à-vis de l'ingérence occidentale. Cette convergence d'intérêts alimente une dynamique commune visant à restructurer l'ordre mondial, non seulement en Eurasie, mais aussi dans les zones de haute valeur géopolitique, telles que l'Arctique (Lo, 2020; Perron, 2024).

Enfin, leur coordination sur la scène internationale, notamment dans les votes ou les veto conjoints au Conseil de sécurité de l'ONU, comme en février 2012 lors du conflit syrien¹³, illustre la volonté d'agir de concert sur les grands dossiers géopolitiques, au-delà d'un simple partenariat de circonstance.

3.2 Des asymétries en constante reconfiguration

L'analyse de la relation sino-russe se heurte à une dynamique d'asymétrie en perpétuelle transformation. Longtemps perçue comme dominée par la Russie, notamment sur les plans militaire, cette relation a progressivement basculé en faveur de la Chine, en particulier depuis les sanctions occidentales de 2014 et, plus encore, l'invasion de l'Ukraine en 2022. Ce tournant a contraint Moscou à intensifier sa dépendance vis-à-vis de Pékin, en matière d'exportations énergétiques, d'accès aux technologies de substitution et de débouchés commerciaux¹⁴.

Parallèlement, la Chine consolide son rôle de puissance structurante dans la relation, notamment en s'appuyant sur ses avancées technologiques, l'internationalisation du yuan et une stratégie d'investissement sélective dans les infrastructures.

Toutefois, cette asymétrie ne s'inscrit pas dans un rapport hiérarchique figé : elle varie selon les secteurs, les conjonctures géopolitiques et les enjeux régionaux. La Russie conserve d'importants leviers d'autonomie, notamment dans l'Arctique où elle maintient

13 Syria resolution vetoed by Russia and China at United Nations, 04/02/2012, <https://www.theguardian.com/world/2012/feb/04/assad-obama-resign-un-resolution>

14 Le partenariat Chine-Russie : hypothèses, mythes et réalités, 02/03/2023, Bobo Lo, <https://www.ifri.org/fr/etudes/le-partenariat-chine-russie-hypotheses-mythes-et-realites>

un contrôle strict sur la Route maritime du Nord et les projets énergétiques, en particulier dans la péninsule de Yamal (Liu & Solski, 2022). Cette configuration rend difficile une lecture linéaire de l'asymétrie. Le rapport de force évolue, et s'exprime différemment selon les domaines : la Russie reste dominante sur le plan militaire, mais demeure plus vulnérable économiquement.

La Chine, de son côté avance prudemment dans les sphère diplomatique et institutionnelle. Cette interdépendance évolutive rend toute modélisation fondée sur une hiérarchie stable, comme indiquent certaines théories classiques des alliances asymétriques.

À cet égard, l'Arctique fonctionne comme un espace révélateur des rivalités sous-jacentes. La Chine, bien qu'exclue géographiquement de la région, s'y est imposée comme acteur incontournable grâce à une diplomatie pragmatique, adossée à un statut d'observateur obtenu en 2013 au Conseil de l'Arctique, lui permettant de s'impliquer activement dans les débats sur la gouvernance régionale (The State Council Information Office of the People's Republic of China, 2018). Pékin y cherche une plus grande influence sur les normes régionales, notamment à travers son implication dans les négociations du Code polaire de l'OMI ou le traité de 2018 sur la pêche en haute mer arctique. Par ces démarches, la Chine contourne en partie les règles bilatérales strictes imposées par Moscou et Ottawa, et tente de s'imposer dans les mécanismes de décision régionaux.

Cependant, la Russie reste méfiante face à une montée en puissance chinoise dans une zone qu'elle considère comme stratégique. Cette prudence s'exprime dans les restrictions imposées à la liberté de navigation sur la RMN, ainsi que dans les limites mises à la participation chinoise aux projets sensibles. L'Accord bilatéral de 2023 sur la promotion de la navigation polaire illustre à la fois la coopération croissante et les désaccords persistantes (Shokh *et al.*, 2024). En effet, un point de friction persistant entre Pékin et Moscou concerne la divergence d'interprétation du statut juridique de la Route maritime du Nord (RMN).

La Russie considère la RMN comme une voie maritime intérieure, placée sous sa juridiction souveraine, conformément à sa lecture de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM). Cette position lui permet de réglementer l'accès, d'imposer des droits de passage, et de contrôler les activités étrangères dans les eaux situées entre ses côtes et ses archipels arctiques.

À l'inverse, la Chine adopte une approche plus internationaliste, affirmant que l'Arctique doit être considéré comme un « bien commun mondial ». Dans cette optique, Pékin revendique un accès libre et sécurisé aux routes polaires, qu'elle intègre pleinement à son initiative de la « route polaire de la soie », annoncée en 2018 comme prolongement arctique des nouvelles routes de la soie. Cette opposition de fond entre souveraineté exclusive et ouverture internationale alimente une tension latente dans leur coopération maritime, d'autant plus visible à mesure que la Chine cherche à accroître sa présence commerciale et logistique dans l'Arctique russe.

La signature du contrat gazier « Power of Siberia », longtemps bloquée par des désaccords sur les tarifs, a marqué un tournant. Ce projet, initialement envisagé dès le début des années 2000, n'a été concrétisé qu'au moment où la Russie cherchait à s'affranchir du marché européen. Si ce contrat est souvent présenté comme emblématique du partenariat énergétique, il illustre aussi la capacité de Pékin à imposer ses conditions dans un contexte de faiblesse relative du Kremlin (Lanteigne, 2018).

De manière plus générale, l'évolution des échanges énergétiques souligne l'asymétrie croissante : la Chine se positionne comme un client incontournable et un négociateur exigeant, tirant parti du besoin urgent de la Russie de réorienter ses exportations. La baisse de la croissance chinoise depuis 2015-2016, conjuguée à une transition énergétique progressive, a renforcé le pouvoir de négociation de Pékin, qui cherche à sécuriser ses approvisionnements à bas coût (Abbas & Locatelli, 2024).

Sur le plan diplomatique, la Chine adopte une posture plus prudente que la Russie vis-à-vis de l'Occident, notamment en ce qui concerne la guerre en Ukraine. Là où Moscou opte pour la confrontation directe, Pékin privilégie une stratégie d'équilibre, visant à préserver ses intérêts économiques tout en consolidant son statut d'acteur responsable. Cette divergence fondamentale rend peu probable la formation d'une alliance formelle, malgré l'intensification de la coopération stratégique (Lanteigne, 2018).

Dans le domaine militaire et technologique, les limites de la coopération sont également visibles. La Russie s'est montrée réticente à partager certaines technologies et données sensibles. Ce retrait souligne les réticences de Moscou à divulguer son avantage technologique ou à permettre un transfert excessif de savoir-faire (Gorenburg *et al.*, 2023).

Enfin, bien que la Chine se soit engagée dans plusieurs projets d'infrastructures arctiques, notamment par sa participation à Yamal LNG, ses investissements ont ralenti depuis 2022, en partie sous la menace de sanctions occidentales (Stensdal & Heggelund,

2024b). Le lancement en 2024 d'un sous-comité sino-russe sur la RMN, bien que présenté comme un jalon de coopération, semble à ce stade plus symbolique qu'opérationnel. Les groupes de travail mis en place n'ont débouché sur aucune avancée majeure et les défis techniques, climatiques et politiques restent important (Alexeeva *et al.*, 2024).

Ainsi, l'interdépendance sino-russe ne se réduit pas à une domination unilatérale de la Chine. Elle repose sur un équilibre instable, dans lequel les deux parties coopèrent sans pour autant aligner leurs stratégies. Cette relation, asymétrique mais négociée, reste fondée sur un pragmatisme mutuel, qui pourrait aussi bien évoluer vers une coordination renforcée que se heurter à des désaccords structurels profonds.

3.3 Des stratégies multiples

La relation sino-russe se caractérise par une superposition de logiques stratégiques multiples, parfois complémentaires, parfois contradictoires.

Au-delà de la lecture classique centrée sur l'équilibre des puissances, qui renvoie à la quête de sécurité, à la rivalité avec les États-Unis et à la redistribution des hiérarchies régionales, s'ajoutent des motivations économiques, idéologiques, identitaires et monétaires. Cette hétérogénéité complique toute tentative de modélisation unifiée.

Sur le plan économique, la complémentarité dans le domaine de l'énergie constitue un pilier central du partenariat. Des projets majeurs comme « Power of Siberia » illustrent cette interdépendance croissante, tandis que la généralisation des paiements en monnaies locales traduit une volonté conjointe de réduire leur exposition au dollar. Dans le même temps, la Chine poursuit une stratégie de sécurisation de ses approvisionnements en ressources, notamment via les investissements dans les hydrocarbures arctiques russes et l'ouverture de la Route maritime du Nord (RMN), perçue comme une alternative aux voies maritimes dominées par l'Occident (Elak, 2023).

Mais cette logique économique se conjugue avec une lecture plus idéologique : Pékin et Moscou partagent une volonté de remettre en question l'ordre libéral international, qu'ils contestent à travers des discours sur la multipolarité, la souveraineté et le rejet des ingérences occidentales. Toutefois, ces convergences n'effacent pas les différences : la Chine privilégie une posture diplomatique prudente, notamment en Arctique ou sur la guerre en Ukraine, alors que la Russie adopte une attitude plus directe et conflictuelle.

Cette complexité se retrouve dans leurs pratiques. Pékin, bien qu'affichant un discours coopératif, évite tout engagement militaire direct. Moscou, pour sa part, valorise sa

souveraineté et son statut de grande puissance, mais dépend de plus en plus des investissements et du marché chinois. Cette asymétrie, loin d'être figée, génère des tensions implicites, en particulier dans le transfert de technologie ou le contrôle des infrastructures (Gorenburg *et al.*, 2023).

La politique arctique de la Chine, définie notamment dans son Livre blanc de 2018, illustre bien cette pluralité d'objectifs : Pékin y combine ambitions économiques (exploitation des ressources), exigences environnementales, et stratégie d'insertion diplomatique dans les mécanismes de gouvernance régionale (Batova *et al.*, 2019; Wang & Xu, 2019). L'accès aux ressources énergétiques, en particulier le GNL russe, répond à un double impératif : assurer la sécurité énergétique du pays et soutenir sa transition énergétique. Pour se faire, la Chine privilégie une diplomatie économique proactive, fondée sur les investissements directs, les accords bilatéraux et le renforcement de ses capacités navales (Zha, 2006).

Cependant, certains observateurs soulignent que derrière la rhétorique du « gagnant-gagnant », la Chine adopte parfois une logique de verrouillage des approvisionnements, en contournant les régulations internationales et en imposant ses propres normes industrielles (Burgos Cáceres & Ear, 2013; Seaman, 2015). Un exemple révélateur se trouve dans la coopération sino-russe en matière d'infrastructures numériques, notamment autour du déploiement de la 5G, Huawei contribue à structurer un environnement numérique largement dépendant de l'écosystème chinois¹⁵.

Si la Russie reste un partenaire énergétique clé pour Pékin, notamment grâce à sa proximité géographique et à ses vastes réserves d'hydrocarbures (Meidan, 2007), elle entend conserver son autonomie sur ses ressources.

Les projets d'exploitation en mer de Kara, sur les péninsules de Yamal et Gydan, illustrent cette double logique : ouverture aux capitaux chinois, mais réticence à leur confier la gouvernance des projets (Lasserre & Pic, s. d.; Vercueil, 2019).

La Chine, de son côté, adopte une approche prudente, limitant son implication à des investissements ciblés, sans chercher à s'imposer dans la gestion des infrastructures (Bari, 2021). L'ouverture progressive de la RMN, facilitée par la fonte des glaces, renforce cette dynamique. Pékin cherche à s'affranchir des points de passage dominés par les

15 Part Three: Huawei's Role in the China-Russia Technological Partnership, 16/12/2020
<https://www.cfr.org/blog/part-three-huaweis-role-china-russia-technological-partnership>

puissances occidentales comme le détroit de Malacca, emprunté par près de 80 % de ses importations de pétrole (Fau, 2020). La RMN apparaît donc comme une alternative, bien que ses conditions climatiques extrêmes et les limites de la flotte chinoise restreignent encore son potentiel d'exploitation à court terme (Alexeeva *et al.*, 2024; Liu & Solski, 2022).

Malgré des ambitions partagées, la coopération reste marquée par des logiques parallèles plus que réellement intégrées. La Chine multiplie les partenariats et accords bilatéraux dans la région, sans pour autant rechercher une présence militaire ou politique directe. Elle mise sur une stratégie d'influence graduelle, fondée sur l'économie, la technologie et la diplomatie, sans franchir les lignes rouges fixées par Moscou (Lackenbauer *et al.*, 2018).

3.4 Pourquoi il faut combiner plusieurs approches théoriques

L'analyse du partenariat sino-russe met en évidence les limites des approches traditionnelles des relations internationales. Aucune approche ne permet à elle seule de saisir la complexité, la variabilité et les ambiguïtés qui caractérisent cette relation. Un regard uniquement réaliste souligne les logiques de puissance, de sécurité et de rééquilibrage, mais peine à intégrer les dimensions de coopération économique ou symbolique. Les approches institutionnalistes, qui insistent sur les formes de coordination et les régimes de coopération, sont insuffisantes pour expliquer la flexibilité des arrangements bilatéraux. Quant aux lectures constructivistes, elles éclairent utilement les récits identitaires et représentations mutuelles, mais peinent parfois à intégrer les rapports de force matériels et les intérêts géoéconomiques.

Face à ces limites, il devient nécessaire d'adopter une approche théorique intégrée qui conjugue les apports majeurs du réalisme, de l'institutionnalisme et du constructivisme, en les inscrivant dans une perspective systémique. Cette dernière envisage la relation sino-russe comme un système ouvert, en perpétuelle évolution, marqué par des dynamiques multidimensionnelles.

Elle propose ainsi un cadre analytique capable de saisir simultanément les aspects matériels, tels que les infrastructures énergétiques, le contrôle des ressources et les interdépendances commerciales et technologiques, les dimensions symboliques, notamment les statuts internationaux, ainsi que les variables contextuelles, comprenant les impacts des sanctions, les transformations du système international et les réajustements des alliances mondiales.

L'approche systémique permet ainsi d'appréhender le partenariat sino-russe non comme une alliance figée, mais comme une construction géopolitique en constante évolution. Elle met en évidence les interactions entre des contraintes extérieures comme la guerre en Ukraine, les sanctions occidentales ou la pression américaine, et des dynamiques internes, telles que les déséquilibres économiques, les stratégies nationales de développement ou les ambitions d'autonomie. Elle offre également un cadre utile pour saisir les tensions qui traversent de cette relation : entre coopération stratégique et méfiance persistante, entre interdépendance croissante et affirmation souverainiste, entre convergence pragmatique et divergences de fond.

Ce constat plaide en faveur d'un renouvellement théorique, plus souple, réflexif et transversal, capable de rendre compte de la nature hybride, évolutive et ambivalente du partenariat sino-russe. C'est dans cet esprit que la partie suivante mobilisera cette approche systémique pour analyser la coopération sino-russe en Arctique, espace stratégique où s'incarnent avec acuité les recompositions, les opportunités et les frictions propres à cette relation atypique.

PARTIE III – LIMITES THÉORIQUES ET PERSPECTIVES ALTERNATIVES SUR LES ALLIANCES ASYMÉTRIQUES

Les relations asymétriques entre États interrogent les cadres théoriques classiques des relations internationales. Le cas sino-russe illustre de manière exemplaire les limites des approches théoriques classiques : derrière une coopération en apparence pragmatique et bien coordonnée, se dessinent des tensions et des ambiguïtés que ni le réalisme, ni le libéralisme institutionnel, ni le constructivisme ne parviennent à saisir de manière satisfaisante. D'où la nécessité d'une relecture critique.

1. Les limites des théories dominantes

Le réalisme, en particulier sous sa forme néoréaliste (Mearsheimer, 2001; Waltz, 1979), conçoit les alliances comme des réponses rationnelles à des menaces structurelles, fondées sur la recherche d'équilibre (balancing) ou l'alignement opportuniste (bandwagoning). Cependant, cette lecture demeure trop restrictive pour saisir la complexité des alliances contemporaines, notamment parce qu'elle néglige les dimensions économiques, symboliques et idéologiques.

Dans le cas sino-russe, la relation ne s'inscrit pas dans une logique de menace existentielle partagée, mais repose plutôt sur une complémentarité énergétique, une influence régionale conjointe et une contestation de l'ordre occidental dominant, des éléments qui échappent au réalisme.

Par ailleurs, la vision réaliste d'une hiérarchie rigide entre alliés ne reflète pas l'évolution progressive et non conflictuelle du rapport sino-russe. La montée en puissance de la Chine ne se traduit pas automatiquement par une domination unilatérale ou une soumission russe. Ce glissement défie ainsi les catégories de domination exclusive sur lesquelles le réalisme s'appuie.

De plus, le réalisme tend à figer les rôles, imaginant un partenaire dominant et un autre subordonné. Pourtant, von Hlatky souligne le « voice effect », qui désigne la capacité du partenaire supposé faible à influencer la dynamique de l'alliance (Von Hlatky, 2013).

L'absence de cette voix fragilise l'adhésion stratégique, ce qui remet en cause le modèle waltien de bandwagoning : même dans des alliances asymétriques, il existe négociation,

ajustements et parfois résistance. Ces mécanismes d'interdépendance et de flexibilité échappent au cadre réaliste classique.

Tom Long enrichit cette critique en montrant que la stabilité d'une alliance dépend autant des priorités et de la valeur accordée à la relation par chaque acteur que des rapports matériels (Long, 2017). Une puissance dominante ne peut imposer ses préférences lorsqu'elle tire des bénéfices spécifiques de la coopération, comme l'accès aux ressources, le soutien diplomatique ou la stabilité régionale. Appliquée au partenariat sino-russe, cette analyse relativise l'idée d'une infériorité russe mécanique.

Cette asymétrie apparaît clairement dans la gouvernance de l'Arctique. L'initiative chinoise de la Route de la Soie polaire vise à développer un vaste réseau maritime reliant la Chine à l'Europe, tandis que la Russie cherche à exercer un contrôle strict sur ses eaux arctiques. Moscou impose des réglementations rigoureuses aux navires étrangers, en opposition aux ambitions chinoises d'une plus grande ouverture maritime (Liu & Solski, 2022). Ces divergences illustrent une asymétrie des intérêts : la Chine promeut l'ouverture des voies de navigation, alors que la Russie privilégie une gestion souveraine et fermée de ses ressources stratégiques. Cette tension dans la gouvernance arctique constitue un point de friction majeur entre les deux pays (Andersson, 2024).

Comme le notent plusieurs chercheurs chinois, Moscou concentre son attention sur la Route maritime du Nord, tandis que Pékin conçoit un réseau plus large intégrant routes maritimes, ports, voies ferrées et autres infrastructures (Jiang, 2020). Bien que les deux pays partagent des objectifs communs en matière énergétique, leurs divergences et les dynamiques géopolitiques complexes alimentent des frictions susceptibles de compromettre la cohésion du partenariat (Stensdal & Heggelund, 2024a).

2. Les limites des approches institutionnalistes face aux partenariats informels

Les théories libérales de la coopération, représentées notamment par Keohane, Nye et Moravcsik, insistent sur l'importance des institutions robustes pour garantir la transparence, la confiance et la prévisibilité entre partenaires (Keohane, 2005; Moravcsik, 1997b; Nye, 2011).

Ces cadres fonctionnent bien dans des organisations formalisées telles que l'OTAN ou l'Union européenne, où la coopération est codifiée par des traités, appuyée par des mécanismes juridiques, des sanctions possibles.

Par exemple, la clause de défense collective de l'OTAN¹⁶ établit clairement les obligations mutuelles, tandis que l'UE¹⁷ organise ses politiques communes à travers un ensemble complexe de règles et de jurisprudences.

Cependant, ce modèle institutionnaliste montre ses limites dans des relations plus souples, moins formalisées et marquées par une méfiance persistante ou des objectifs divergents. C'est précisément le cas du partenariat sino-russe, qui ne repose sur aucun traité multilatéral contraignant comparable aux organisations euro-atlantiques. Cette coopération échappe aux cadres normatifs traditionnels : les engagements restent vagues, le suivi se fait de manière informelle, et la confiance repose avant tout sur des intérêts géopolitiques communs, plutôt que sur des institutions formalisées ou des règles contraignantes. Le Traité d'amitié sino-russe de 2001, renouvelé en 2021, illustre bien ce caractère : dépourvu de clauses de défense mutuelle ou d'institutions permanentes, il offre une base juridique limitée. La coopération entre Moscou et Pékin demeure donc flexible, souvent opaque, et s'adapte continuellement aux évolutions politiques ou opportunités stratégiques sans s'appuyer sur des arrangements figés.

Dans ce contexte, des concepts clés du libéralisme comme le « burden-sharing » ou les engagements réciproques perdent de leur pertinence. La répartition des coûts et bénéfices est implicite, souvent déséquilibrée, et résulte plus d'arbitrages politiques ponctuels que de normes institutionnelles codifiées. Ainsi, le libéralisme institutionnel peine à expliquer la résilience, la coordination et la dynamique de ces alliances informelles, caractérisées par une instabilité structurelle et une forte flexibilité.

16 Collective defence and Article 5, https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_110496.htm

17 Common Foreign and Security Policy, <https://eur-lex.europa.eu/EN/legal-content/summary/common-foreign-and-security-policy.html>

3. Les limites du constructivisme face à la stratégie et aux perceptions divergentes

Le constructivisme apporte une compréhension précieuse de la dimension discursive et symbolique des relations internationales (Adler, 1997; Legvold & Hopf, 2003; Wendt, 1999). Il permet notamment d'analyser comment la Chine et la Russie s'appuient sur des récits communs, multipolarité, souveraineté nationale, opposition à l'hégémonie occidentale, pour légitimer leur rapprochement et créer une cohésion idéologique apparente. Cette narration partagée construit une image de partenariat fondé sur des valeurs et des intérêts communs.

Toutefois, cette approche se heurte rapidement à ses limites dès que les discours servent à masquer des intérêts nationaux distincts et parfois contradictoires. Moscou utilise la rhétorique de la multipolarité pour renforcer son autonomie et défendre son espace, tandis que Pékin y voit une opportunité de remodeler l'ordre mondial selon ses propres termes et ambitions. Cette convergence idéologique ne garantit donc pas une véritable unité, mais traduit plutôt une ambiguïté dans les intentions des deux parties.

Par ailleurs, le constructivisme traditionnel indique une certaine cohérence entre acteurs. Or, dans la relation sino-russe, les perceptions sont fréquemment divergentes, voire conflictuelles : la Chine considère souvent cette relation comme un partenariat stratégique égalitaire, tandis que la Russie peut la percevoir comme une dépendance contrainte et un déséquilibre de pouvoir. Ces différences de perception, qui peuvent engendrer du ressentiment, échappent aux cadres constructivistes classiques où l'identité et les normes seraient partagées et stables.

Enfin, derrière les références affichées à la souveraineté et à l'amitié, se dissimulent des rapports de domination et d'inégalité. Les initiatives conjointes, notamment dans le secteur énergétique, révèlent des rapports de force asymétriques, malgré une rhétorique officielle prônant l'égalité et la réciprocité.

La principale limite du constructivisme dans ce contexte réside donc dans sa difficulté à appréhender l'instrumentalisation stratégique des normes et discours, utilisés pour légitimer des intérêts matériels inégaux.

4. Limite des cadres non occidentaux

Si Tianxia propose un horizon inclusif fondé sur la compatibilité des intérêts et la coopération, son usage demeure largement normatif et surtout visible dans les discours et documents de politique générale ; il apparaît peu dans les dispositifs juridiques et réglementaires russes, où il n'oriente pas directement la gouvernance des projets. À l'inverse, la Russie veut un ordre à plusieurs pôles mais hiérarchique, qui met en premier la souveraineté et des protections par secteur sur les routes, normes et technologies. D'où une tension structurelle : le récit d'inclusivité porté par Tianxia facilite l'adhésion symbolique, mais bute sur des lignes rouges de contrôle et d'autonomie.

La relationalité mise sur des arrangements souples, ajustés au fil de la relation et des procédures. Cela se heurte à un contexte russe qui privilégie la souveraineté, une chaîne de décision hiérarchique et des protections sectorielles (routes, normes, technologies). Côté russe, la doctrine Primakov et le projet de Grande Eurasie promeuvent une coopération sélective sous contrôle national des infrastructures et des standards. Au final, il y a accord sur les principes (multipolarité, connectivité), mais une articulation incomplète quand il faut répartir l'autorité, partager les données/technologies et aligner les normes, ce qui retarde les projets communs.

5. Vers une conceptualisation alternative des alliances asymétriques

Face aux limites des approches traditionnelles, réalisme, libéralisme et constructivisme, des travaux récents proposent des cadres théoriques alternatifs mieux adaptés à la complexité des partenariats contemporains.

Là où le réalisme tend à réduire les alliances à des réponses automatiques aux rapports de force, le libéralisme valorise des arrangements institutionnalisés fondés sur la confiance, et le constructivisme insiste sur les identités et valeurs partagées, le cas sino-russe révèle une réalité plus fluide, marquée par une renégociation permanente des termes du partenariat sans convergence absolue des objectifs stratégiques.

Von Hlatky critique la vision statique des alliances comme des ententes figées, proposant au contraire de les considérer comme des processus évolutifs où asymétries et ajustements sont constants (Von Hlatky, 2013). Dans ce cadre, une puissance dominante peut concéder une marge d'autonomie à son partenaire pour préserver la stabilité du lien,

tandis que le partenaire perçu comme plus faible renforce son influence en s'appuyant sur ses ressources, sa position géographique ou son capital diplomatique. Cette lecture éclaire la capacité des alliances asymétriques à intégrer la flexibilité et la négociation comme mécanismes de gestion des déséquilibres.

Tom Long prolonge cette perspective en appelant à dépasser les catégories rigides d'alliance formelle ou informelle, en privilégiant une approche relationnelle centrée sur les mécanismes de négociation, d'ajustement et d'équilibre entre partenaires (Long, 2017). Il souligne que les alliances ne doivent pas être vues comme des entités fixes, mais comme des équilibres mouvants entre interdépendance, autonomie stratégique et volonté politique.

Ce cadre permet de mieux comprendre des configurations hybrides telles que le partenariat sino-russe, où l'asymétrie réelle n'entraîne ni soumission totale ni rupture. Ainsi, l'asymétrie ne se conçoit plus comme un état figé, mais comme un équilibre dynamique articulant dépendance, influence et autonomie.

La relation sino-russe illustre ce modèle fluide, dans lequel les deux puissances renégocient continuellement les termes de leur coopération au gré des évolutions. Si la Russie devient économiquement plus dépendante de la Chine, elle conserve néanmoins un certain pouvoir de négociation fondé sur son statut nucléaire, son siège au Conseil de sécurité et son contrôle des routes arctiques.

Ces approches alternatives ouvrent la voie à une analyse systémique intégrant les dimensions matérielles comme ressources, infrastructures, capacités militaires, symboliques comme discours, récits identitaires, statuts internationaux et politiques comme les sanctions. Le partenariat sino-russe en Arctique illustre de manière exemplaire une relation à la fois coopérative et traversée de tensions, souple dans ses formes mais structurante dans ses effets, et qui échappe aux catégories classiques des relations internationales.

Sur le plan matériel, la Russie apporte ses ressources gazières et sa position géographique, tandis que la Chine investit dans les infrastructures, les technologies navales et la logistique via des entreprises comme COSCO ou CNPC.

Sur le plan politique, la guerre en Ukraine et les sanctions occidentales ont renforcé la dépendance russe à l'égard de Pékin, tout en conférant à la Chine un levier pour négocier des conditions plus avantageuses dans les projets communs, notamment dans les infrastructures portuaires et logistiques arctiques.

Loin d'être un simple partenariat égalitaire ou un alignement figé, la relation sino-russe en Arctique incarne une alliance fluide où les rapports de force sont constamment réévalués à la lumière du contexte international, des contraintes internes et des priorités respectives. Cette approche systémique éclaire les tensions et ajustements permanents qui traversent cette relation, évitant de la réduire à un modèle unidimensionnel.

Cette vision nuance l'idée d'une asymétrie unilatérale : la Chine ne peut imposer ses préférences sans risque de compromettre le partenariat, tandis que la Russie, malgré son affaiblissement relatif, conserve des leviers géostratégiques. La coopération persiste donc non par un alignement idéologique ou institutionnel, mais par un calcul mutuel, contextuel et évolutif.

Conclusion

L'analyse de la relation sino-russe à travers les théories des alliances asymétriques révèle la complexité croissante des partenariats stratégiques contemporains et les limites des cadres théoriques classiques pour en rendre compte. Les approches réalistes, tout en offrant une lecture pertinente des rapports de force et de l'alignement tactique contre une menace commune, peinent à saisir les dimensions économiques, normatives et discursives qui façonnent cette relation. Les théories libérales et institutionnalistes, pour leur part, soulignent les bénéfices mutuels issus de la coopération interétatique et la capacité des institutions à réguler les asymétries, mais elles sous-estiment la part d'informalité, de flexibilité et parfois d'opportunisme qui caractérise ce partenariat. Enfin, les perspectives constructivistes permettent de décrypter les représentations identitaires, les récits de légitimation et les pratiques discursives qui encadrent cette coopération. Néanmoins, elles restent en retrait face à la montée des déséquilibres matériels qui structurent la relation.

Le cas sino-russe montre ainsi les limites des concepts traditionnels d'alliance et de partenariat. Bien que les deux puissances affichent une solidarité politique dans leur opposition à l'hégémonie occidentale, leur coopération ne repose ni sur une alliance militaire formelle, ni sur une intégration institutionnelle profonde. Il s'agit plutôt d'un partenariat stratégique asymétrique, construit sur des interdépendances différenciées, où la Chine impose progressivement ses conditions dans les domaines énergétique, technologique, monétaire et logistique.

La Russie, affaiblie par les sanctions occidentales et confrontée à une marginalisation géopolitique, voit son autonomie se rétrécir, tout en conservant certains leviers d'influence dans des espaces comme l'Arctique. Ce déséquilibre structurel s'accompagne cependant d'un effort permanent de mise en scène d'une relation égalitaire, notamment à travers une rhétorique diplomatique prudente, des mécanismes de dialogue, et une coordination tactique dans les instances multilatérales. Moscou et Pékin construisent une image de partenariat équilibré, évitant ainsi qu'il ne soit perçu comme une domination à sens unique.

Ainsi, la coopération sino-russe repose moins sur une convergence idéologique ou institutionnelle que sur une capacité à gérer l'inégalité perçue, à travers un langage de respect mutuel et des formes flexibles d'interdépendance.

Face à cette configuration hybride, l'approche systémique apparaît comme la plus pertinente pour appréhender la pluralité des facteurs en jeu. Elle propose une lecture plus fine en tenant compte à la fois des faits tangibles comme les ressources, les infrastructures ou les capacités militaires, des dimensions symboliques telles que la quête de reconnaissance ou la mise en scène du partenariat, et des pressions extérieures liées aux sanctions, aux bouleversements régionaux ou à l'éclatement de l'ordre mondial.

Ainsi, la relation sino-russe ne peut être réduite ni à une coalition conjoncturelle ni à une alliance stable. Elle constitue une modalité d'adaptation dans un système international fluide, incertain et fragmenté, où les asymétries sont de plus en plus gérées par le récit, la flexibilité institutionnelle et les compromis sectoriels. Une telle configuration exige d'élargir les outils d'analyse existants afin d'y inclure les dynamiques croisées de dépendance volontaire, de remise en cause des normes dominantes et d'adaptation tactique aux contraintes systémiques.

À ce titre, le partenariat sino-russe constitue un terrain d'observation privilégié pour reconsidérer les alliances asymétriques au XXI^e siècle, non plus comme de simples rapports de domination figés, mais comme des dispositifs évolutifs d'ajustement, de reconnaissance mutuelle et de contournement stratégique dans un ordre mondial en reconfiguration.

Références

- Abbas, M., & Locatelli, C. (2024). L'interdépendance énergétique Chine-Russie et l'hybridation des institutions de gouvernance des marchés internationaux des hydrocarbures. *Études internationales*, 53(2), 209-234.
<https://doi.org/10.7202/1109200ar>
- Adler, E. (1997). Seizing the Middle Ground : Constructivism in World Politics. *European Journal of International Relations*, 3(3), 319-363.
<https://doi.org/10.1177/1354066197003003003>
- Alexeeva, O., Lasserre, F., Alberola, G., & Brodt, L. (2024). Coopération Chine-Russie en Arctique : Les principaux enjeux et perspectives du développement de la Route de la Soie polaire. *Regards géopolitiques* 10(3), 27-46, <https://cqegehiulaval.com/wp-content/uploads/2025/01/CQEG-bulletin-2024-vol10-no3.pdf>
- Allison, R. (2017). Russia and the post-2014 international legal order : Revisionism and realpolitik. *International Affairs*, 93(3), 519-543.
<https://doi.org/10.1093/ia/iix061>
- Andersson, P. (2024, 22 octobre). *Sino-Russian cooperation in the Arctic : Implications for Nordic countries and recommended policy responses*.
- Badie, B. (2020). *Rethinking international relations*. Edward Elgar publishing.
- Bari, D. (2021). Partenariat Russie-Chine : Une « amitié pragmatique » : *La Pensée*, N° 405(1), 61-73.
<https://doi.org/10.3917/lp.405.0061>
- Batova, T., Lazareva, E., & Pavlova, E. (2019). Sustainable use of natural resources in the Arctic region (the example of China's cooperation with Western countries). *E3S Web of Conferences*, 110, 02064. <https://doi.org/10.1051/e3sconf/201911002064>
- Baudu, H. et Lasserre, F. (2025). Quelle dynamique de la navigation commerciale en Arctique en 2024 ? *Regards géopolitiques* 10(4), 7-22, <https://cqegehiulaval.com/wp-content/uploads/2025/03/CQEG-bulletin-Varia-104.pdf>
- Biscop, S. (2021). *Grand Strategy in 10 Words : A Guide to Great Power Politics in the 21st Century* (1^{re} éd.). Bristol University Press.
<https://doi.org/10.2307/j.ctv1qmpd4t>
- Blakkisrud, H., & Wilson Rowe, E. (Dir.). (2018). *Russia's Turn to the East*. Springer International Publishing.
<https://doi.org/10.1007/978-3-319-69790-1>
- Buchanan, E. (2023). *Red Arctic : Russian Strategy Under Putin*. Nomos Verlagsgesellschaft mbH & Co. KG. <https://doi.org/10.5771/9780815738893>
- Burgos Cáceres, S., & Ear, S. (2013). *The Hungry Dragon : How China's Quest for Resources is Reshaping the World*. Routledge.
<https://doi.org/10.4324/9780203072530>
- Buzan, B., & Wæver, O. (2003). *Regions and Powers : The Structure of International Security* (1^{re} éd.). Cambridge University Press.
<https://doi.org/10.1017/CBO9780511491252>
- Centre for High North Logistics (CHNL). (2024, septembre 30). *Overview of Transit Navigation on the NSR*.
- Checkel, J. (2010). Norms, Institutions, and National Identity in Contemporary Europe. *International Studies Quarterly*, 43(1), 83-114.
- Chung, C. (C. P.). (2004). SOUTHEAST ASIA-CHINA RELATIONS: Dialectics of « Hedging » and « Counter-Hedging ». *Southeast Asian Affairs*, 35-53. JSTOR.
- Conde, E., & Iglesias Sánchez, S. (Dir.). (2017). *Global challenges in the Arctic region : Sovereignty, environment and geopolitical balance*. Routledge.
<https://doi.org/10.4324/9781315584768>
- Elak, E. H. (2023). *Les enjeux du commerce international en Arctique : Exploitation et transport maritime des ressources naturelles*. Books on Demand.
- Forbes Russia. (2022). Force majeure dans le Nord : Novatek fera-t-elle face aux sanctions américaines contre Arctic LNG-2 ? *Forbes Russia*.
<https://www.forbes.ru/biznes/503383-fors-mazor-na-severe-spravitsa-li-novatek-s-sankciami-ssa-protiv-arktisk-spg-2>
- Gao, T., & Erokhin, V. (2020). China-Russia collaboration in arctic shipping and maritime engineering. *The Polar Journal*, 10(2), 353-374.
<https://doi.org/10.1080/2154896X.2020.1799612>
- Gorenburg, D., Waidelich, B., & Wishnick, E. (2023). *Russian-Chinese Military Cooperation, an increasingly unequal partnership*.
<https://www.cna.org/reports/2023/05/Russian-Chinese-Military-Cooperation.pdf>
- Gressani, G., & Khilko, D. (2017). La doctrine Primakov. *Le Grand Continent*.
<https://legrandcontinent.eu/fr/2017/11/08/la-doctrine-primakov/>

- Hsiung, C. W., & Røseth, T. (2019). The Arctic Dimension in Sino-Russian Relations. In J. I. Bekkevold & B. Lo (Dir.), *Sino-Russian Relations in the 21st Century* (p. 167-187). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-92516-5_8
- Ingebritsen, C. (2002). Norm Entrepreneurs : Scandinavia's Role in World Politics. *Cooperation and Conflict*, 37(1), 11-23. <https://doi.org/10.1177/0010836702037001689>
- Interfax International Information Group. (2024, février 29). *Russia to ensure all-year navigation on Northern Sea Route, inviting foreign partners to use this route—Putin*. <https://interfax.com/newsroom/top-stories/99954/>
- Jiang, Y. (2020). Multilateral Cooperation under the Polar Silk Road Framework : Opportunities, Challenges, and Approaches. *Pacific Journal*, 27(8), 67-77. <https://doi.org/CNKI:SUN:EAST.0.2019-04-008>
- Keohane, R. O. (1984). *After hegemony : Cooperation and discord in the world political economy*. Princeton University Press.
- Kirchberger, S., Sinjen, S., & Wörmer, N. (Dir.). (2022). *Russia-China Relations : Emerging Alliance or Eternal Rivals?* Springer Nature.
- Korolev, A. (2016). Russia's Reorientation to Asia : Causes and Strategic Implications. *Pacific Affairs*, 89(1), 53-73. <https://doi.org/10.5509/201689153>
- Korolev, A. (2019). On the Verge of an Alliance : Contemporary China-Russia Military Cooperation. *Asian Security*, 15(3), 233-252. <https://doi.org/10.1080/14799855.2018.1463991>
- Korolev, A. (2022). *China-Russia Strategic Alignment in International Politics* (1^{re} éd.). Amsterdam University Press. <https://doi.org/10.1017/9789048552733>
- Kortunov, A. V. (2002). Between Polycentrism and Bipolarity. *Russia in Global Affairs*, 17(1). <https://doi.org/10.31278/1810-6374-2019-17-1-10-51>
- Lackenbauer, P. W., Lajeunesse, A., Manicom, J., & Lasserre, F. (2018). *China's Arctic Ambitions and What They Mean for Canada* (1^{re} éd.). University of Calgary Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctvf3w20h>
- Lake, D. A. (Dir.). (2009). *Hierarchy in international relations*. Cornell University Press.
- Lanteigne, M. (2018). Russia, China and the Shanghai Cooperation Organization : Diverging Security Interests and the 'Crimea Effect'. In H. Blakkisrud & E. Wilson Rowe (Dir.), *Russia's Turn to the East* (p. 119-138). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-69790-1_7
- Lanteigne, M. (2020). *Chinese foreign policy : An introduction* (Fourth edition). Routledge, Taylor & Francis Group.
- Laruelle, M. (2008). *Russian Eurasianism : An ideology of empire*. Woodrow Wilson center press.
- Lasserre, F., & Pic, P. (s. d.). Exploitation des ressources naturelles dans l'Arctique. Une évolution contrastée dans les soubresauts du marché mondial. *Études du CQEG n°3*. <https://cqegheulaval.com/wp-content/uploads/2021/01/etudes-cqeg-rn-arctique-jan-2021-1.pdf>
- Legvold, R., & Hopf, T. (2003). Social Construction of International Politics : Identities and Foreign Policies, Moscow, 1955 and 1999. *Foreign Affairs*, 2(82), 159. <https://doi.org/10.2307/20033546>
- Li, H. (2023). *Questions pratiques et orientations d'optimisation de la construction conjointe sino-russe de la "Route polaire de la soie"*. <https://doi.org/10.16147/j.cnki.32-1569/c.2023.03.004>
- Liu, N., & Solski, J. J. (2022). The Polar Silk Road and the future governance of the Northern Sea Route. *Leiden Journal of International Law*, 35(4), 853-866. <https://doi.org/10.1017/S0922156522000516>
- Lo, B. (2008). *Axis of Convenience : Moscow, Beijing, and the New Geopolitics*. Brookings Institution Press.
- Lo, B. (2020). The Sino-Russian partnership and global order. *China International Strategy Review*, 2(2), 306-324. <https://doi.org/10.1007/s42533-020-00063-7>
- Long, T. (2017). It's not the size, it's the relationship : From 'small states' to asymmetry. *International Politics*, 54(2), 144-160. <https://doi.org/10.1057/s41311-017-0028-x>
- Lukin, A. V. (2018). *China and Russia : The new rapprochement*. Polity.
- Ma, Z. (2023). *The Dilemma of Bilateral Asymmetric Alliances : Exploring How the Stronger State Becomes Entrapped by the Weaker State* (p. 355.2 kB) [Pdf]. University of Chicago. <https://doi.org/10.6082/UCHICAGO.7042>
- Mearsheimer, J. J. (2001). *The tragedy of Great Power politics*. Norton.
- Meidan, M. (2007). La Chine à la conquête des marchés énergétiques mondiaux : *Hérodote*, n° 125(2), 77-94. <https://doi.org/10.3917/her.125.0077>

- Moravcsik, A. (1997a). Taking Preferences Seriously : A Liberal Theory of International Politics. *International Organization*, 51(4), 513-553.
<https://doi.org/10.1162/002081897550447>
- Moravcsik, A. (1997b). Taking Preferences Seriously : A Liberal Theory of International Politics. *International Organization*, 51(4), 513-553.
<https://doi.org/10.1162/002081897550447>
- Morrow, J. D. (1991). Alliances and Asymmetry : An Alternative to the Capability Aggregation Model of Alliances. *American Journal of Political Science*, 35(4), 904. <https://doi.org/10.2307/2111499>
- Morrow, J. D. (2000). Alliances : Why Write Them Down? *Annual Review of Political Science*, 3(1), 63-83.
<https://doi.org/10.1146/annurev.polisci.3.1.63>
- Nye, J. (2011). Power and foreign policy. *Journal of Political Power*, 4, 9-24.
<https://doi.org/10.1080/2158379X.2011.555960>
- Perron, R. (2024). Choc des Titans ou cheval de Troie dans le multilatéralisme ? Les enjeux d'un ordre multipolaire pour la Russie et la Chine: *Relations internationales*, n° 197(1), 131-147.
<https://doi.org/10.3917/ri.197.0131>
- Polechtchenko Daria Vladimirovna, & Slobodjanik Viktor Vladimirovitch. (2022). *Les relations commerciales extérieures russo-chinoises sous sanctions*. <https://doi.org/10.24412/2072-8042-2022-3-94-112>
- Potapchuk, V. (2024). Resolution of the Soviet-Chinese Conflicts in the 1980s and the Development of Russian-Chinese Relations in the Post-Soviet Period. *Periphery. Journal of the Peripheries Studies*, 4(5), 67-75.
<https://doi.org/10.38161/2949-6152-2024-4-67-75>
- Pouliot, V. (2008). The Logic of Practicality : A Theory of Practice of Security Communities. *International Organization*, 62(02).
<https://doi.org/10.1017/S0020818308080090>
- Qin, Y. (2016). A Relational Theory of World Politics. *International Studies Review*, 18(1), 33-47.
<https://doi.org/10.1093/isr/viv031>
- Randle, R. F. (1980). Theory of International Politics, by Kenneth N. Waltz. *Political Science Quarterly*, 95(1), 136-137. <https://doi.org/10.2307/2149594>
- Seaman, J. (2015). *L'approvisionnement de la Chine en ressources énergétiques et minérales : Quel rôle pour les marchés ?* Institut français des relations internationales (Ifri).
<https://www.ifri.org/fr/notes/lapprovisionnement-de-la-chine-en-ressources-energetiques-et-minerales-quel-role-pour-les>
- Shokh, Y., Pezard, S., & Radin, A. (2024, novembre 7). *China-Russia Relations in the Arctic : What Are the Northern Limits of Their Partnership?* RAND Corporation.
<https://www.rand.org/pubs/perspectives/PEA2823-1.html>
- Snyder, G. H. (1997). *Alliance politics*. Cornell University Press.
- Stensdal, I., & Heggelund, G. M. (Dir.). (2024). *China-Russia Relations in the Arctic : Friends in the Cold?* (1st ed. 2024). Springer Nature Switzerland.
<https://doi.org/10.1007/978-3-031-63087-3>
- Stent, A. (2020). *Putin's world : Russia against the West and with the rest* (First trade edition). Twelve.
- The State Council Information Office of the People's Republic of China. (2018, janvier). *China's Arctic Policy*. https://english.www.gov.cn/archive/white_paper/2018/01/26/content_281476026660336.htm
- Valdai, C. (2018). *Toward the Great Ocean – 6 : People, History, Ideology, Education*.
https://www.hse.ru/data/2018/09/11/1153907025/Toward%20the%20Great%20Ocean%20%E2%80%93%206_03_09_2018.pdf
- Vercueil, J. (2019). Les dilemmes de la Russie face aux nouvelles routes de la soie chinoises. *Études internationales*, 49(3), 473-495.
<https://doi.org/10.7202/1059932ar>
- Von Hlatky, S. (2013). *American allies in times of war : The great asymmetry* (First Edition). Oxford University Press.
- Walt, S. M. (1985). Alliance Formation and the Balance of World Power. *International Security*, 9(4), 3.
<https://doi.org/10.2307/2538540>
- Walt, S. M. (2013). *Origins of Alliances*. Cornell University Press.
- Waltz, K. N. (1979). *Theory of international politics*. McGraw Hill.

- Wang, S. Y., & Xu, J. (2019). Ressources pétrolières et gazières dans l'Arctique russe et coopération pétrolière et gazière sino-russe. *Journal of Russian, Eastern European and Central Asian Studies*. <https://doi.org/CNKI:SUN:EAST.0.2019-04-008>
- Wendt, A. (1999). *Social theory of international politics*. Cambridge University Press.
- Wilkins, T. S. (2008). Russo-Chinese Strategic Partnership : A New Form of Security Cooperation? *Contemporary Security Policy*, 29(2), 358-383. <https://doi.org/10.1080/13523260802284365>
- Womack, B. (2006). *China and Vietnam : The Politics of Asymmetry* (1^{re} éd.). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511610790>
- Yan, X. (2019). *Leadership and the rise of great powers*. Princeton University Press.
- Yan, X., Bell, D. A., Ryden, E., & Sun, Z. (2016). *Ancient Chinese Thought, Modern Chinese Power* (With a New preface by the author). Princeton University Press. <https://doi.org/10.1515/9781400848959>
- You, Y. (2024). Ajustement stratégique de la Russie dans l'Arctique et coopération sino-russe dans l'Arctique. *Journal of Russian, Eastern European and Central Asian Studies*, 27(4), 67-77. <https://doi.org/10.19498/j.cnki.dbyxk.2024.04.006>
- Zha, D. (2006). China's energy security : Domestic and international issues. *Survival*, 48(1), 179-190. <https://doi.org/10.1080/00396330600594322>
- Zhang, Y., & Buzan, B. (2020). China and the Global Reach of Human Rights. *The China Quarterly*, 241, 169-190. <https://doi.org/10.1017/S0305741019000833>
- Zhao, T., & Westad, O. A. (2021). *All under heaven : The Tianxia system for a possible world order* (J. E. Harroff, Trad.). University of California Press.
- Zysk, K. (2011). Military Aspects of Russia's Arctic Policy : Hard Power and Natural Resources. In J. Kraska (Dir.), *Arctic Security in an Age of Climate Change* (1^{re} éd., p. 85-106). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511994784.007>
- Zysk, K., & Deville-Fradin, V. (2017a). Les objectifs stratégiques de la Russie dans l'Arctique: *Politique étrangère*, Automne(3), 37-47. <https://doi.org/10.3917/pe.173.0037>
- Zysk, K., & Deville-Fradin, V. (2017b). Les objectifs stratégiques de la Russie dans l'Arctique: *Politique étrangère*, Automne (3), 37-47. <https://doi.org/10.3917/pe.173.0037>